Deutsche Bank

Money Expert

Le magazine financier pour les investisseurs de Deutsche Bank

Trimestriel
JAN-FÉV-MAR 2024

Obligations : le retour des beaux jours
Pendant combien de temps resteront-elles attrayantes ?

La question à 10 milliards
Comment la démographie redessinera-t-elle l'économie mondiale ?

En 2024, qui fera tourner le monde ?

É.R.: Olivier Delfosse

Un monde dans la tourmente!

Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui apporte son lot d'inquiétudes. C'est une évidence. Nous devons faire face à des changements souvent inattendus qui génèrent de l'incertitude et qui conditionnent notre quotidien mais aussi notre avenir. Combien de temps encore avant d'entrevoir une sortie de conflit en Ukraine et dans la bande de Gaza ? Où la lutte pour la suprématie entre les Etats-Unis et la Chine s'arrêtera-t-elle ? Sommes-nous en train d'assister à la fin de la mondialisation? Quelles seront les conséquences du bouleversement politique que nous connaissons actuellement avec la montée des extrêmes dans différentes parties du monde ? Sans oublier, bien entendu, la question du changement climatique et de ses conséquences sur notre mode de vie... Autant de questions auxquelles nous n'avons pas encore de réponses claires et qui nous préoccupent toutes et tous, jour après jour. Il est évident, qui plus est, que tous ces changements ont un impact direct ou indirect sur l'évolution des marchés financiers, avec leur lot de risques et d'opportunités.

C'est pour cela que nous restons plus que jamais à votre disposition et à votre écoute pour vous conseiller au mieux.

Le retour vers l'obligataire, après une période inédite de taux négatifs, est un bon moyen de préserver son pouvoir d'achat sans trop de prise de risques et amène un peu de sérénité auprès des investisseurs. Pour les amateurs d'investissements en actions, la poussée du secteur de l'Intelligence Artificielle (certains n'hésitent pas à dire qu'elle pourrait éviter une récession aux Etats-Unis en 2024...), avec tout ce qu'elle engendre de manière collatérale, est certainement un levier important de la croissance boursière à terme et qu'il faut suivre de près car nous sommes probablement à l'aube d'une nouvelle révolution économique.

Quelles que soient les questions que vous vous posiez quant à vos placements, n'hésitez pas à nous rendre visite dans l'un de nos Advisory Centers, nos conseillers et conseillères sont là pour vous.

Permettez-moi de terminer sur une note chaleureuse en vous souhaitant de passer d'excellentes fêtes en famille et avec ceux qui vous sont proches. Joyeux Noël et bonne année 2024!
Cordialement,

Olivier Delfosse
CEO Deutsche Bank Belgique

o.delfosse@db.com
facebook.com/deutschebankbe
twitter.com/deutschebankbe
linkedin.com/company/deutsche-bank-belgium

Colophon – Money Expert est un périodique d'information financière publié par Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, 60325 Frankfurt am Main, Germany, HR/RC Frankfurt am Main/Francfort-sur-le-Main HRB nr. 30000. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, avenue Marnix 13-15, 1000 Bruxelles, Belgique, RPM Bruxelles, TVA BE 0418.371.094, IBAN BE03 6102 0085 7284, IHK D-H0AV-L0HOD-14. Concept et mise en page : www.jaja.be. Photographie : iStock, Getty Images. L'information qu'il contient ne constitue en aucun cas un conseil en investissement. Le contenu du magazine est basé sur la législation (fiscale) en vigueur au moment de la réadaction du magazine, qui peut être modifiée à tout moment par le législateur. L'information contenue dans ce périodique est recueillie aux meilleures sources mais n'engage pas la responsabilité de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. La rédaction de ce magazine a été clôturée le 13 décembre 2023. Si vous ne souhaitez plus recevoir le Money Expert, vous pouvez vous désabonner en envoyant un e-mail à service.clients@db.com ou en appelant le +32 2 551 99 35. É.R. : Olivier Delfosse

FSC www.fsc.org MIX Paper from responsible sources Papier issu de sources responsables Papier van verantwoorde herkomst FSC® C013504

44 Faut-il craindre un coup de froid démographique ?

40 Donations immobilières : à quoi faut-il être attentif ?

36
Frieze et Deutsche Bank célèbrent 20 ans de partenariat

Actualité

06 Perspectives économiques
La croissance soutenue en Asie – et en particulier en Inde – compense le ralentissement dans les pays industrialisés.

10 Tendances investissements
Pour 2024, nous anticipons une hausse potentielle de 5 à 10% pour les actions, tant européennes qu'américaines.

30 Un dialogue de qualité, c'est essentiel
Voilà pourquoi Deutsche Bank continue à investir dans ses équipes et ses agences.

32 Fièvre électorale
En 2024, la moitié de la planète se rendra aux urnes.

Expertise

20 En chiffres
À quel rythme le centre de gravité économique mondial se déplace-t-il vers l'Est ?

22 Farming for Climate
Deutsche Bank contribue à une agriculture plus durable.

24 10e anniversaire de Funds For Good
En dix ans, plus de 1.000 entrepreneurs ont reçu un coup de pouce pour concrétiser leur rêve professionnel.

26 Un café avec... Philipp Vorndran (Flossbach von Storch Invest)
"Les bonnes entreprises grandissent avec l'inflation. Pas les bonnes obligations."

40 Planification successorale
Comment faire une donation immobilière à ses enfants ?

44 Vieux, toujours en course ?
Quel est l'impact du vieillissement sur l'économie mondiale ?

Solutions

14 La bourse dans votre poche
Il est désormais possible de vendre/acheter des actions via l'app MyBank.

16 Obligations : le retour des beaux jours
Découvrez pourquoi, à notre avis, le moment est idéalement choisi pour bétonner sur le long terme les alléchants rendements actuels.

Et aussi ...

04 En bref

34 Deutsche Bank couronnée 'Best Private Banking Solutions 2023 Belgium'

36 Vingt ans de synergie créative : Deutsche Bank est le 'Global Lead Partner' de Frieze Art Fair.

48 Les équipes jeunes du Watducks à fond dans le challenge FHTC!

50 Arnaque à l'investissement : nos conseils pour ne pas se laisser piéger.

60 collègues participent à l'Ekiden

Pas moins de 10 équipes de Deutsche Bank ont participé, il y a quelques mois, au marathon-relais Ekiden de Bruxelles. Jamais encore autant de collaborateurs de la banque – 60 ! – ne s'étaient alignés au départ de cette célèbre épreuve. Dans l'ambiance surchauffée du Stade Roi Baudouin, toutes et tous ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Deutsche Bank les a soutenus via des tee-shirts personnalisés, des colis-surprises et un programme de préparation à cette course hors du commun. Une participation couronnée de succès et une promesse : faire encore mieux la prochaine fois !

Deutsche Bank présente à Finance Avenue

Finance Avenue, le célèbre salon des épargnants et investisseurs organisé par L'Écho et L'Investisseur, a attiré des milliers de visiteurs à Tour & Taxis (Bruxelles). Deutsche Bank était à nouveau de la partie, cette fois sous la forme d'un vaste stand installé dans le hall central. Nos spécialistes ont répondu à d'innombrables questions – taux directeurs, opportunités d'investissement et autres – posées tant par nos clients que par des prospects. Cerise sur le gâteau, tous les visiteurs du stand Deutsche Bank ont eu l'occasion de gagner un vélo flambant neuf.

Top 10

des articles les plus lus sur deutschebank.be

entre le 1er octobre 2023
et le 30 novembre 2023

1. Est-ce le bon moment pour cadenasser des rendements plus élevés sur une période plus longue ?
2. Pic des taux d'intérêt ? Un moment propice pour investir en obligations ?
3. Pourquoi investir maintenant en obligations ?
4. L'heure du rebond a-t-elle sonné pour les marchés boursiers ?
5. Deutsche Bank augmente les taux d'intérêt sur son compte d'épargne DB Silver Account
6. Fin d'été difficile pour les marchés financiers
7. Dernière hausse de taux de la BCE pour lutter contre l'inflation ?
8. La donation de patrimoine immobilier aux enfants
9. Augmentation des taux d'intérêt sur nos comptes d'épargne
10. Fed : prête pour un atterrissage en douceur ?

Restez informé(e)

Suivez l'actualité sur deutschebank.be/actu

Le canal de Bruxelles plus propre grâce à nos équipes !

Un grand bravo à nos 22 collègues qui ont récemment collecté 269 kilos de déchets le long du canal à Bruxelles ! Cette initiative s'inscrit dans la continuité des opérations réussies de Verviers en 2021 et de Gand en 2022, démontrant notre engagement environnemental constant.

Cette collecte dépasse la simple opération de nettoyage ; elle incarne notre partenariat fort avec 'River Cleanup' et notre volonté de générer un impact local durable. Les efforts de nos équipes ne se limitent pas à embellir les berges, mais contribuent également à améliorer la qualité de vie des habitants et à restaurer la biodiversité du canal.

Depuis novembre 2021, la collaboration entre Deutsche Bank Belgique et 'River Cleanup' s'est intensifiée, avec pour mission de débarrasser les rivières des déchets avant qu'ils n'atteignent les océans, où ils représentent près de 80 % des détritus marins. Pour prévenir la pollution le plus en amont possible et initier un changement profond et structurel, 'River Cleanup' travaille également à l'éducation des plus jeunes et à la sensibilisation de toute la société.

Notre partenariat a déjà permis d'extraire 60.000 kg de plastique des cours d'eau, un jalon impressionnant qui témoigne de notre détermination à œuvrer pour un avenir durable.

Le 'bulletin' du Money Expert

Il y a quelques mois, plus de 1.250 lecteurs du Money Expert ont participé à une enquête sur leur magazine. Une excellente participation, qui nous comble de satisfaction, car votre feedback nous est précieux.

En comparaison avec le sondage précédent (2018), les résultats sont à nouveau en progression : 51% des lecteurs lisent au moins la moitié du magazine. Vous considérez en outre que votre Money Expert contient des informations fiables (90%) et utiles (90%), et est source d'idées et éclairages nouveaux (77%). La qualité des visuels et de la mise en page est également très appréciée par les lecteurs.

Cette enquête révèle que les lecteurs apprécient beaucoup le Money Expert. Cela ne nous empêche pas de souhaiter encore l'améliorer, pour répondre toujours mieux à vos questions et centres d'intérêt. Notre magazine est conçu spécialement pour vous. Voilà pourquoi nous tenons tant à connaître votre avis.

Nomination

Dès le 1er janvier 2024, Jérémy De Moor prendra la direction de l'Advisory Center de Namur. Personal Advisor aguerri depuis plus de 5 ans chez Deutsche Bank, il succèdera à Anne-Sophie Delcorps qui a accepté de relever un nouveau défi en prenant la responsabilité des Advisory Centers de Mons et de Tournai. Ceci s'inscrit dans notre volonté de promouvoir et faire grandir nos talents !

Pour la Réserve fédérale (Fed), la normalisation du marché du travail et la baisse de l'inflation constituent des évolutions encourageantes

Économie mondiale :

Vers un ralentissement contrôlé

Les taux d'intérêt plus élevés n'exercent pas seulement une pression sur l'inflation, ils freinent également la croissance économique. Bien que l'activité marque le pas et que les foyers de tension géopolitique soient nombreux, une récession mondiale n'est selon nous pas à l'ordre du jour. La croissance soutenue en Asie – en particulier en Inde – devrait compenser le ralentissement dans les pays industrialisés.

États-Unis : le temps est venu de modérer l'allure

L'économie américaine a poursuivi son essor au 3e trimestre, en affichant une croissance annualisée du PIB de 5,2%. Taux d'intérêt élevés, inquiétudes géopolitiques ou baisse des réserves d'épargne ? Les ménages ne s'en sont guère souciés, notamment grâce à la bonne santé du marché de l'emploi. L'Américain moyen a vu l'argent affluer et n'a pas hésité à le dépenser à nouveau. Cela s'est traduit non seulement par une augmentation de la consommation de biens, mais aussi par une hausse significative des dépenses consacrées aux activités de loisirs (concerts, voyages, ...).

Malgré cette forte dynamique, les cartes sont légèrement différentes aujourd'hui de celles d'il y a quelques mois. Le marché du travail n'est plus en pleine effervescence et l'inflation s'est également en partie calmée. L'excédent d'épargne des ménages – constitué pendant la pandémie – devrait continuer à se réduire, le moratoire sur le remboursement des prêts étudiants est fini et les conditions générales de financement se sont resserrées. Nous anticipons dès lors que les consommateurs délieront moins souvent les cordons de leur bourse en 2024. Le durcissement des conditions de crédit devrait également freiner les investissements des entreprises. Nous nous attendons donc à un ralentissement au cours des prochains trimestres. Pour 2024, nous tablons sur une croissance de 0,8%, après une croissance plus que solide de 2,3% en 2023. Bien qu'un atterrissage en douceur constitue notre scénario de base, il reste à voir si ce sera effectivement le cas. Une légère récession ne peut a priori pas être écartée.

Pour la Réserve fédérale (Fed), la normalisation du marché du travail et la baisse de l'inflation constituent des évolutions encourageantes. Seulement, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour que l'inflation revienne autour de 2%. Si la Fed a achevé sa série de hausses de taux (le taux directeur se situe entre 5,25% et 5,50%), cela ne signifie pas que des baisses de taux soient imminentes. Avant cela, les chiffres devront également montrer que l'inflation continue de se modérer. Nous n'anticipons pas de première baisse des taux d'intérêt avant mi-2024.

Zone euro : un nouvel élan est nécessaire

L'économie de la zone euro a connu un coup d'arrêt au cours de ces derniers trimestres. Après une croissance nulle

→

> La Chine devrait continuer à prendre des mesures pour stabiliser son secteur immobilier et remettre la croissance sur les bons rails

→ au 2e trimestre, l'économie s'est même légèrement contractée au 3e trimestre (-0,1 %). Le resserrement des conditions de financement et l'augmentation du coût du crédit pèsent de plus en plus sur l'activité, en particulier sur l'investissement et la construction. La faiblesse de la demande mondiale est un frein supplémentaire pour les secteurs orientés vers l'exportation. Le sentiment dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des services n'est pas au beau fixe et les indices des directeurs d'achat suggèrent que l'économie devrait rester faible, voire enregistrer une récession technique (deux trimestres consécutifs de contraction) à court terme.

Prévisions de croissance pour 2023 – 2024

(PIB réel, %)

	2023	2024
Monde	3,0 (+0,1)*	2,8 (+0,1)
États-Unis	2,3 (+0,3)	0,8 (+0,4)
Zone euro	0,7 (-0,1)	0,7 (-0,2)
Royaume-Uni	0,5 (+0,2)	0,6 (-0,1)
Japon	2,1	1,0 (-0,1)
Chine	5,2 (+0,4)	4,7 (+0,2)
Inde	6,4 (+0,2)	6,2
Brésil	3,0	1,5
Russie	2,0 (+1,0)	1,5

Source : Deutsche Bank Wealth Management, novembre 2023
*Révisions à la hausse et à la baisse par rapport à octobre 2023

Nous anticipons une croissance modeste en 2024, mais une (forte) récession semble peu probable. La consommation privée devrait bénéficier de la hausse du revenu disponible réel des ménages, grâce au marché du travail relativement dynamique et à la poursuite de la baisse de l'inflation. Les exportations devraient elles aussi finir par suivre la reprise de la demande extérieure. En outre, le plan de relance 'Next Generation EU', déployé en 2021 pour améliorer la compétitivité et financer la transition verte et numérique, devrait progressivement avoir un impact positif sur l'économie.

Compte tenu d'une croissance anémique et de la forte baisse de l'inflation au cours des derniers mois (à son plus bas niveau depuis 2 ans), la Banque centrale européenne (BCE) a cessé de relever ses taux d'intérêt directeurs ; le taux de dépôt est actuellement de 4%. La BCE devrait maintenir les taux à leur niveau actuel pendant un certain temps, jusqu'à ce que les pressions inflationnistes se relâchent davantage et que l'objectif d'inflation de 2% soit en vue. À l'instar de la Fed, nous ne nous attendons pas à ce que la BCE abaisse ses taux avant mi-2024.

Japon : croissance supérieure à son potentiel

Après un premier semestre tonitruant, l'économie japonaise s'est affaiblie comme prévu au 3e trimestre (-0,5% par rapport au 2e trimestre). Le rebond consécutif à la levée des restrictions s'est largement estompé, et tant la demande intérieure que les exportations ont reculé. L'inflation élevée a également mis un frein aux dépenses de consommation des Japonais ces derniers mois. Malgré ce revers, le PIB du Japon devrait avoir augmenté de plus de 2% sur l'année écoulée, ce qui est mieux que prévu.

Pour maintenir la flamme allumée, le gouvernement a annoncé un plan de relance massif de 17.000 milliards de yens (plus de 105 milliards d'euros). Il comprend notamment une réduction de l'impôt sur le revenu et une prolongation des subventions à l'énergie afin de soutenir le pouvoir d'achat des ménages et de stimuler la croissance. Il s'agit également de renforcer la production nationale de semi-conducteurs et d'investir dans la transition verte et les infrastructures. Les pouvoirs publics souhaitent également que les salaires progressent davantage l'an prochain, surtout dans les petites et moyennes entreprises, car cela constituerait un levier positif majeur pour l'économie nippone. Enfin, nous pensons que la Banque du Japon restera prudente dans la normalisation de sa politique monétaire afin de ne pas compromettre la reprise, et qu'elle devrait globalement maintenir une politique très souple.

La combinaison de ces différents facteurs devrait permettre à l'économie japonaise de continuer à croître à un rythme supérieur à son potentiel, avec une croissance attendue autour de 1% l'an prochain.

Chine : prête à sortir de l'ornière ?

Un an après la réouverture de l'économie, la reprise en Chine n'est toujours pas sur la bonne voie. Au cours des deux dernières années, la croissance n'a été 'que' de 4,1%. Ce chiffre

est nettement inférieur à la croissance de plus de 6% à laquelle nous avions été habitués auparavant. L'économie chinoise est loin de tourner à plein régime. Le marché du travail n'est pas au mieux de sa forme, la demande de financement est en berne et la Chine flirte avec la déflation. Les difficultés du secteur immobilier et la forte baisse de l'inflation ont créé un cercle vicieux entre les dépenses de consommation, les bénéfices des entreprises et les prévisions de ventes et de prix. Un choc positif est nécessaire pour sortir de cette spirale.

Seul le gouvernement peut relancer l'économie grâce à des politiques plus fortes et plus coordonnées. Nous supposons que Pékin s'engagera davantage et fixera un objectif de 'croissance supérieure à 4,5%' pour 2024. L'expansion budgétaire est l'outil politique le plus efficace pour stimuler la demande et faire monter les prix dans le contexte actuel de croissance et d'inflation relativement faibles. Le gouvernement a déjà assoupli sa politique budgétaire au 3e trimestre en accélérant les dépenses et en aidant les gouvernements régionaux et locaux à faire face à leurs problèmes d'endettement. Il a également annoncé récemment de nouvelles mesures d'incitation pour les investissements dans les infrastructures et le logement, ainsi que de nouvelles initiatives pour soutenir les promoteurs immobiliers en difficulté.

Inde : à toute vapeur

Jusqu'à présent, l'économie indienne a fait preuve d'une résistance remarquable. Selon nos projections actuelles, la croissance du PIB sera d'environ 6,4% en 2023, ce qui est supérieur à la prévision de 6% que nous avions faite l'année dernière à la même époque. Cette croissance inattendue est due au renforcement de l'activité industrielle, ce qui montre également que l'Inde bénéficie du réalignement des chaînes d'approvisionnement globales et devient un acteur de plus en plus important sur la scène internationale.

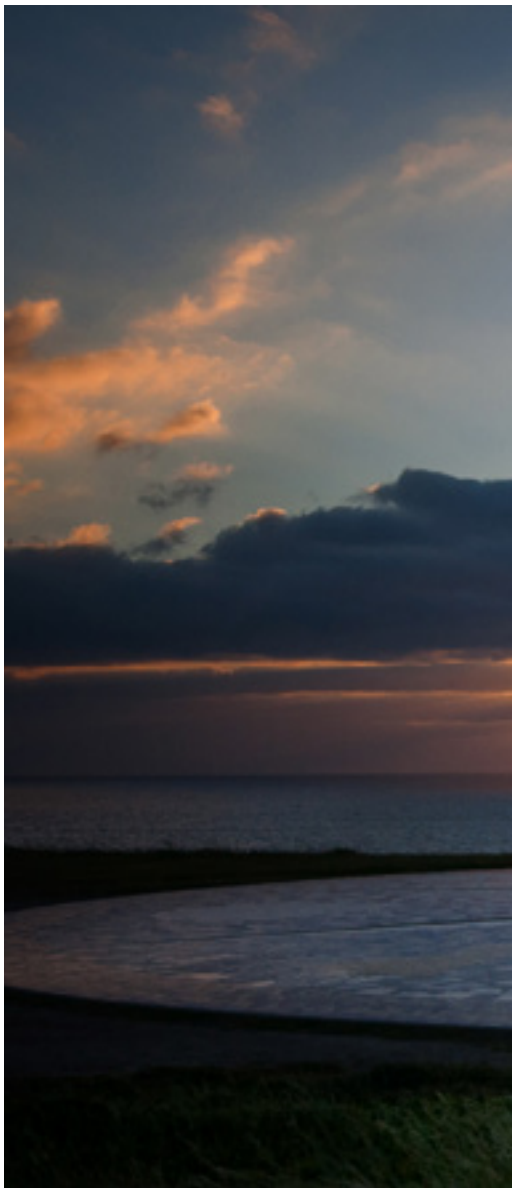
Bien que la croissance se soit avérée plus forte que prévu en 2023, la dynamique devrait ralentir légèrement à partir de 2024. Cela est dû à l'impact différé du resserrement de la politique monétaire et à la modération de la demande refoulée. L'Inde ne devrait pas non plus être immunisée contre le ralentissement de la croissance mondiale. Enfin, les facteurs météorologiques défavorables (notamment El Niño) pourraient également perturber le secteur agricole. Néanmoins, nous estimons que l'Inde devrait encore être en mesure d'afficher une croissance de plus de 6% en 2024, confirmant ainsi son statut d'économie à la croissance la plus rapide au monde. —

Les prévisions contenues dans le présent article sont fondées sur des suppositions, évaluations, avis subjectifs, analyses et modèles hypothétiques de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, qui peuvent se révéler faux. Fourni exclusivement à titre d'illustration. Le présent article et les informations qu'il contient ne constituent en aucune manière un conseil en investissement.

Les produits d'investissements sont sujets à risques. Ils peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et l'investisseur peut ne pas récupérer le montant de son investissement. Toute décision d'investissement doit être conforme au profil de l'investisseur (Financial ID).

Entre optimisme et réalisme

Mieux que prévu. Beaucoup mieux que prévu même. Voilà comment on pourrait résumer l'année boursière 2023. Pour 2024, les signes sont également positifs : nous anticipons une hausse potentielle de 5 à 10% pour les actions européennes et américaines, même si la route pourrait parfois être chaotique. Dans le segment obligataire, il semble grand temps de cueillir les beaux fruits qui sont encore à portée de main.



L'année 2023 a débuté par davantage d'incertitudes que de certitudes. Au cours de l'année précédente, les banques centrales avaient déjà relevé énergiquement leurs taux directeurs – avec un impact négatif immédiat tant sur les actions que sur les obligations – sans parvenir toutefois à leurs fins, en raison d'une inflation plus tenace que prévu. En ce début d'année, tout indiquait en outre que la zone euro et les États-Unis se dirigeaient vers une (légère) récession.

Au fil des mois, d'autres sujets de préoccupation se sont manifestés. Le feu d'artifice qui aurait dû suivre la réouverture de la Chine s'est transformé en pétard mouillé, tandis que le bras de fer géopolitique avec les USA s'est poursuivi de plus belle. Les marchés ont aussi eu à digérer une crise bancaire régionale aux États-Unis, tandis que dans la paisible Confédération helvétique, le Crédit Suisse n'a eu d'autre issue, pour éviter la déconfiture, que d'accepter un mariage forcé avec UBS. Ajoutons-y la correction de marché (-10%) intervenue entre la fin juillet et la fin octobre et, pour clôturer cette liste de points noirs, la crainte de voir le conflit israélo-palestinien embraser le Moyen-Orient.

Tous les feux sont au vert (ou presque)

Malgré ces mauvaises nouvelles, les bourses ont terminé l'année résolument dans le vert. Leurs progressions sont significatives : 20,95% pour le S&P 500, 38,86% pour le Nasdaq, 19,57% pour l'Euro Stoxx 50 et 25,86% pour le Nikkei. Les pays émergents sont les seuls à ne pas avoir suivi ce mouvement : l'indice MSCI Emerging Markets a vu son compteur se bloquer à 2,11% (situation au 12/12/2023).

Pour quelles raisons ces performances sont-elles supérieures aux prévisions ? Nous en distinguons trois : un marché du travail en forme olympique, un consommateur américain dont l'appétit a soutenu l'économie US, et la percée de l'intelligence artificielle (IA). Bien que l'IA ne contribue pas encore massivement au chiffre d'affaires et aux bénéfices des sociétés (technologiques), nombre d'investisseurs ont déjà acheté leur ticket pour l'avenir.

Ce sont surtout les performances des Magnificent Seven[1] qui ont tiré les marchés américains vers le haut. En Europe, les résultats ont été plus modérés et mieux équilibrés entre les différents secteurs.

Mais si les actions se sont bien comportées en 2023, ce millésime entrera dans les livres d'histoire comme l'année au cours de laquelle les investisseurs en obligations ont enfin pu bénéficier de rendements réels attrayants, même dans les recoins défensifs du marché obligataire.

Que nous réserve 2024?

Dans l'état actuel des choses, les marchés sont surtout motivés par le recul attendu de l'inflation. La baisse de l'inflation signifie qu'une ou plusieurs baisses de taux sont de plus en plus probables. Ce contexte – des taux élevés, combinés à leur probable diminution dans un délai raisonnable – ouvre des opportunités tant en actions qu'en obligations. Mais le vent peut tourner du jour au lendemain, et les cygnes noirs ne sont jamais très loin. Autre facteur à prendre en compte, 2024 sera une année électorale extrêmement chargée (voir aussi en page 32). Voilà pourquoi les investisseurs ont toutes les raisons d'être optimistes, mais en s'abstenant de voir la réalité avec des lunettes exagérément roses.

De très nombreux signaux vont dans le sens d'un ralentissement de l'économie, et donc d'un 'atterrissage' prochain. Reste à savoir quand il se produira, et s'il se fera en douceur ou dans la douleur. Il est aussi possible que cet atterrissage ne se matérialise pas mais, pour que ce coup de force se réalise, il faudra que les ménages américains continuent à consommer →

Auréolées de leurs alléchants rendements réels, les obligations ont été les stars des marchés en 2023. Elles le resteront pendant un certain temps, mais pas éternellement

→ à qui mieux mieux, et que la Chine retrouve de l'allant. Dans notre scénario, nous tablons dès lors plutôt sur un atterrissage en douceur, accompagné éventuellement d'une récession modérée, sans toutefois exclure que quelques coups de tabac viennent perturber la bonne marche du navire.

Nos prévisions en matière de taux sont un peu plus prudentes que celles du marché. Nous pensons que la BCE et la Fed procèderont à 3 baisses des taux d'intérêt en 2024, tandis que les marchés en anticipent quatre.

Obligations : une évidence ?

Auréolées de leurs alléchants rendements réels, les obligations ont été les stars des marchés en 2023. Elles le resteront pendant un certain temps, mais pas éternellement. C'est donc maintenant qu'il faut en profiter car, comme les fruits trop mûrs qui tombent de l'arbre, les opportunités les plus intéressantes pourraient bientôt disparaître du radar. À notre avis, les rendements resteront élevés pendant quelque temps (4,2% pour les bons du Trésor américains à 10 ans et 2,7% pour les Bunds allemands à 10 ans également – prévisions à fin 2024) mais, plus vite les marchés anticipent la baisse des taux directeurs, plus rapidement les hauts rendements pourraient fondre comme neige au soleil.

Les obligations tant d'États que d'entreprises peuvent potentiellement nous séduire, mais nos préférences vont aux secondes, parce que leur rendement est supérieur et parce que les performances des entreprises sont solides. En particulier, les obligations d'entreprises Investment Grade[2] sont le maître-choix, car elles combinent qualité et rendement. À ce sujet, consultez notre analyse détaillée en page 16.

Actions : Go West

Malgré l'attrait actuel des obligations, les actions ne sont pas devenues pour autant la cinquième roue des portefeuilles. Tout au contraire, elles restent le moteur de sa croissance sur le long terme. Une baisse des taux directeurs – à laquelle on peut effectivement s'attendre en 2024 – est positive pour les actifs risqués tels que les actions.

Dans le contexte actuel, les marchés développés (USA et zone euro) emportent nos préférences par rapport aux marchés émergents. À court terme, ce sont surtout les États-Unis qui nous séduisent, car cette région du monde performe traditionnellement mieux que les autres lors des phases de ralentissement de la croissance économique

Par ailleurs, nous pensons que les bénéfices des entreprises retrouveront des couleurs en 2023 (+6-7% dans la zone euro, +10% aux États-Unis).

Dans le contexte actuel, les marchés développés (USA et zone euro) emportent nos préférences par rapport aux marchés émergents. À court terme, ce sont surtout les États-Unis qui nous séduisent, car cette région du monde performe traditionnellement mieux que les autres lors des phases de ralentissement de la croissance économique. Dès que l'économie mondiale retrouvera de l'allant, nous recommandons de déplacer davantage le centre de gravité vers la zone euro. Notre région possède en effet de solides atouts à faire valoir en cas de reprise de la croissance économique. La valorisation des actions européennes est en outre actuellement très faible, tant par rapport aux actions américaines qu'à sa propre moyenne sur dix ans. Pour 2024, nous anticipons une hausse potentielle comprise entre 5 et 10%, tant pour l'Europe que pour les États-Unis, non sans conseiller aux investisseurs de se vêtir d'une bonne veste coupe-vent pour se prémunir de bourrasques passagères, même dans le scénario de l'atterrissage en douceur.

Pour l'instant, nous sommes moins séduits par les pays émergents. Dans ce groupe hétérogène, la Chine a la plus grande pondération et a fait perdre au marché la majeure partie de ses gains (après une ascension de 50% entre novembre 2022 et janvier 2023[3]). La santé du secteur immobilier – très important, car les Chinois détiennent une grande partie de leur patrimoine en briques – reste préoccupante. Bien que Pékin ait déjà pris de multiples mesures, elles sont provisoirement insuffisantes pour rétablir la confiance. Pour l'heure, les actions chinoises se vendent à prix bradés, mais des perspectives plus positives sont requises avant d'en acquérir.

Quelles actions ?

Outre-Atlantique, notre regard se porte surtout sur les valeurs technologiques, qui continuent à bien performer. En 2023, quelques entreprises seulement ont vu leur cours progresser de manière exceptionnelle, grâce à l'engouement pour l'intelligence artificielle (notamment les fabricants de puces pour l'IA). Pour 2024, nous pouvons aussi commencer à attendre un impact positif croissant pour les entreprises opérant à l'échelon suivant dans la chaîne de valeur (applications concrètes de l'IA). Si vous envisagez d'investir dans des actions technologiques, sachez cependant que le voyage risque de ne pas être de tout repos. Pour rappel, le Nasdaq a plongé de -33% en 2022, avant de remonter de 38,86% en 2023.

Dans la zone euro, nous privilégions les secteurs cycliques, tels que les banques et l'industrie. Nos préférences vont plus particulièrement aux entreprises qui livrent des produits et services qui favorisent la transition verte, car tant l'Europe que les autres régions y consacrent des budgets substantiels. A plus long terme, nous continuons à apprécier les secteurs défensifs, tels que les soins de santé et les infrastructures. Ils n'ont pas répondu aux attentes en 2023, mais leur potentiel à long terme reste incontestable à nos yeux.

Les prévisions contenues dans le présent article sont fondées sur des suppositions, évaluations, avis subjectifs, analyses et modèles hypothétiques de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, qui peuvent se révéler faux. Fourni exclusivement à titre d'illustration. Le présent article et les informations qu'il contient ne constituent en aucune manière un conseil en investissement.

Les produits d'investissements sont sujets à risques. Ils peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et l'investisseur peut ne pas récupérer le montant de son investissement. Toute décision d'investissement doit être conforme au profil de l'investisseur (Financial ID).

[1] Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Nvidia & Tesla
[2] Les obligations Investment Grade sont des obligations d'émetteurs dont la situation financière est considérée comme solide. Elles obtiennent une notation comprise entre AAA et BBB- chez Standard & Poor's, ou équivalent chez Moody's ou Fitch. Plus la notation est élevée, plus l'investisseur a de chances de récupérer son capital à l'échéance (sauf en cas de faillite de l'émetteur).
[3] Source : Bloomberg Finance L.P.

La bourse dans votre poche

Nouveau : négociez des actions via votre app MyBank

Acheter ou vendre des actions ? C'est désormais possible via votre smartphone ou tablette.

1 Comment faire pour vendre/acheter des actions via ma tablette ou mon smartphone ?[1]

Vous souhaitez acheter des actions ? Ouvrez votre app MyBank[2], identifiez-vous et allez dans le menu 'Investissements'. Dès que votre portefeuille est ouvert, sélectionnez 'Acheter une action', recherchez l'action que vous désirez acheter et introduisez votre ordre d'achat.

Pour vendre une action, la procédure est tout aussi simple : dans le menu de MyBank, allez dans 'Investissements', sélectionnez 'Aperçu du portefeuille', puis sur 'Croissance' et, dans la liste qui s'affiche à l'écran, sélectionnez l'action que vous désirez vendre.

Ces fonctions ne sont pas encore disponibles dans votre app MyBank ? Rendez-vous dans l'App Store ou sur Google Play pour mettre à jour votre application.

Vous ne possédez pas encore l'application MyBank ? Téléchargez-la gratuitement via l'App Store ou Google Play. Pour ce faire, scannez le code QR sur la page de droite ou effectuez une recherche en indiquant MyBank Belgium. Lorsque vous utiliserez l'application pour la première fois, vous devrez vous munir de votre identifiant Online Banking et de votre digipass. Si vous ne disposez pas encore d'un digipass, vous pouvez le demander via deutschebank.be/selfservice.

2 Sur quels marchés puis-je acheter et vendre ?

Via l'app MyBank, vous pouvez acheter et vendre des actions sur 35 bourses d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie (Australie incluse), telles que Euronext Brussels, New York Stock Exchange, NASDAQ, Tokyo Stock Exchange, etc. Tous les grands marchés mondiaux sont représentés[3].

Les cours acheteur et vendeur sont affichés avec un décalage de 15 minutes. Si vous avez exécuté un ordre sur Euronext (Brussels, Paris, Amsterdam, Milan, Oslo, Lisbonne ou Dublin) au cours des trois derniers mois, le prix des actions sur Euronext s'affichera en temps réel.

3 Puis-je également acheter/vendre d'autres solutions d'investissement via l'app ?

Pour le moment, l'app ne permet d'effectuer que des transactions en actions. Les transactions seront prochainement également possibles pour les trackers (ETF) et les fonds d'investissement[4]. Bien entendu, il vous est toujours loisible d'acheter/vendre des obligations, trackers, fonds et autres produits d'investissement via l'Online Banking. Pour ce faire, surfez sur deutschebank.be et cliquez sur le bouton 'Online Banking' en haut à droite de l'écran.

4 Quels types d'ordres puis-je introduire ?

Via MyBank, vous pouvez introduire des ordres au marché, des ordres à cours limité, des ordres stop-loss et des ordres stop-limit.

- **Ordre au marché :** vous achetez/vendez directement au cours actuel du marché.
- **Ordre à cours limité :** vous n'achetez/vendez que lorsqu'une action atteint un certain prix.
- **Ordre stop-loss :** vous vendez automatiquement si une action tombe en dessous d'un certain prix.
- **Ordre stop-limit :** il s'agit d'une combinaison d'un ordre stop-loss et d'un ordre limite. Vous fixez deux prix : un prix stop et un prix limite. Lorsque le cours stop est atteint, votre ordre devient un ordre à cours limité pour acheter/vendre au cours limite ou mieux.

5 Quels sont les tarifs ?

Les tarifs sont identiques à ceux de l'Online Banking. Ils débutent à 5,03 euros pour les clients DB Personal et Private Banking. Vous trouverez de plus amples informations sur les tarifs et une comparaison avec les autres banques sur deutschebank.be/actions.

6 Où trouver un aperçu de mes ordres en cours ?

Ouvrez l'application MyBank, identifiez-vous et accédez au menu 'Investissements'. Lorsque votre portefeuille s'affiche à l'écran, sélectionnez 'Gestion de mes ordres'. Dans la liste, vous visualisez non seulement les ordres en cours introduits via l'application, mais aussi ceux que vous avez introduits dans l'Online Banking ou communiqués par téléphone (également les autres actifs tels que les trackers et les obligations). Dans cet aperçu, vous pouvez aussi consulter l'historique des ordres effectués.

7 Quid de la sécurité ?

S'il est très simple d'effectuer des transactions via MyBank, son niveau de sécurité est extrêmement élevé. Lorsque vous avez vendu des actions et que vous souhaitez transférer le produit de cette vente vers un compte externe, vous devrez toujours vous identifier à nouveau via votre digipass ou votre code PIN personnel. Des mécanismes de sécurité tout aussi rigoureux sont donc d'application, même s'il est extrêmement simple d'acheter/vendre des actions, où et quand vous le souhaitez.

8 Est-il encore possible d'effectuer des transactions sur actions via l'Online Banking ou par téléphone ?

Bien sûr ! Vous pouvez toujours introduire des ordres dans l'Online Banking ou en téléphonant à notre Equity Desk au 078 152 244 (du lundi au vendredi, de 9 h à 19 h). Les nouvelles fonctionnalités proposées via MyBank ont pour but de vous offrir davantage de confort, non de remplacer les services existants. Via MyBank, vous pouvez désormais effectuer des transactions rapidement et simplement, sans devoir téléphoner ni vous connecter à l'aide de votre ordinateur.

9 Et si j'ai d'autres questions ?

Vous rencontrez un problème technique ? Vous vous posez d'autres questions au sujet de l'application MyBank ? Nous nous faisons un plaisir de vous aider. Appelez le 078 155 153 (de 9 h à 21 h du lundi au vendredi, et de 9 h à 17 h le week-end). —

Pour davantage d'informations sur MyBank, scannez ce code QR.

[1] Deutsche Bank Belgique ne dispense pas de conseils d'achat/vente portant sur des actions individuelles. [2] L'application mobile de Deutsche Bank AG, succursale de Bruxelles. [3] Vous trouverez la 'Liste des principaux marchés réglementés' dans la brochure MiFID, au chapitre 13 ('Politique de meilleure exécution des ordres'), disponible sur deutschebank.be/mifid. [4] Un 'fonds' est l'appellation commune pour désigner un organisme de placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS). Un OPC peut se composer de compartiments. Les fonds sont exposés à des risques. Leur valeur peut évoluer à la hausse comme à la baisse et il est possible que les investisseurs ne récupèrent pas le montant de leur investissement.

FEDERAL RESERVE
LE17947024 F
E5
THIS NOTE IS LEGAL TENDER
FRANKLIN

Obligations : le retour des beaux jours

Certaines choses semblent immuables : la recherche de la chaussette orpheline dans la machine à laver, ou la raison pour laquelle la caisse que vous choisissez au supermarché est toujours la plus lente. D'autres choses sont passagères par nature. Comme les rendements élevés sur les obligations. Ci-dessous, découvrez pourquoi, selon nous, le moment est idéal pour sécuriser des rendements attrayants pour les prochaines années.

Les investisseurs en obligations émergent d'une décennie perdue. Pendant 10 ans, les banques centrales ont maintenu leurs taux directeurs proches de zéro. Leur objectif ? Tenter de dynamiser l'économie et de relancer l'inflation au lendemain de la crise financière.

En raison de cette période prolongée de taux zéro, le modèle de rendement traditionnel des obligations a été vidé de sa substance. Là où les investisseurs pouvaient jadis tabler sur les rendements honorables et prévisibles des actifs à taux fixes, ils n'ont plus obtenu – après inflation – qu'un rendement nul, voire négatif. Au fil de ces années, les marchés obligataires se sont dès lors enfoncés dans une profonde hibernation, avec des rendements guère enthousiasmants.

Armageddon sur le marché obligataire

Dans leur quête d'actifs présentant un signe de vie, même ténu, nombre d'investisseurs n'ont eu d'autre recours que de se tourner vers des classes d'actifs plus risquées. Les actions, surtout, se sont présentées comme une solution alternative, dans un monde où les obligations étaient synonymes de stagnation. À titre d'exemple, le S&P 500 a progressé de 300% entre 2010 et 2020. À l'inverse, les investisseurs restés fidèles aux obligations ont vu leur pouvoir d'achat s'évaporer d'année en année.

Pour ces derniers, le plus grand péril restait pourtant à venir. En 2022, les banques centrales sont en effet passées de la marche arrière à la surmultipliée, en haussant leurs taux directeurs au pas de charge. Les personnes qui étaient encore investies en obligations ont ainsi vu ces actifs porteurs d'un rendement famélique enregistrer une importante perte de valeur. Une débâcle, que les anglophones ont baptisée *'bondaggedon'*. L'armaggedon des obligations.

Pour rappel, les obligations se caractérisent par une valeur nominale fixe et un taux fixe (coupon). Lorsque les taux du marché augmentent, les obligations existantes à taux plus faibles deviennent moins intéressantes pour les investisseurs. De ce fait, ces obligations voient leur valeur de marché diminuer. La raison en est simple : lorsque des obligations à taux plus élevé sont émises, les obligations à plus faible coupon perdent de la valeur pour rester compétitives.

Désert hier, terre fertile aujourd'hui

Le millésime 2022 a été une *annus horribilis* pour les investisseurs en obligations qui s'étaient cramponnés pendant des années à leurs actifs. Pour les nouveaux acheteurs sur le marché obligataire, le rendement des obligations s'est cependant amélioré depuis lors. Cela s'explique par le fait qu'ils peuvent acquérir des obligations à moindre prix sur le marché secondaire, mais qu'ils en percevront la valeur nominale intégrale à l'échéance, ainsi qu'un coupon dans l'intervalle (ils peuvent bien sûr aussi souscrire à des obligations nouvellement émises).

Pour les investisseurs plus 'flexibles', l'année 2022 a plutôt marqué l'ouverture d'un nouveau chapitre. Après une décennie d'aridité, il redevenait possible de dénicher des opportunités dans le segment obligataire. Ces opportunités se sont concrétisées plus vite que prévu. On a en effet assisté à une forte hausse du rendement des obligations avec la hausse des taux directeurs des banques centrales (en mars 2022 pour la Fed et en juillet 2022 pour la BCE). Une hausse à ce point forte que, aujourd'hui, le rendement des obligations d'entreprises Investment Grade[1] en euros évolue à son plus haut niveau depuis 2011.

Un certain temps...

Tout semble indiquer que les rendements obligataires actuels se maintiendront pendant un certain temps encore à un niveau élevé. Il y a plusieurs explications à cela. En marge des hausses de leurs taux directeurs, la plupart des grandes banques centrales ont mis un terme à leurs programmes d'achats d'obligations. Certaines d'entre elles ont même →

Trois raisons supplémentaires de monter dans le train

Le semestre écoulé a déjà proposé d'intéressantes fenêtres d'embarquement pour les investisseurs désireux de compléter leur portefeuille avec des obligations. Aujourd'hui, tous les feux sont au vert.

1 Vous pouvez bétonner sur le long terme les rendements attractifs actuels en investissant structurellement une partie de vos avoirs dans des obligations.

2 Vous pouvez tenter de battre l'inflation moyennant un risque restreint en investissant dans des obligations. Les obligations à moyen et long terme se distinguent actuellement par un rendement notablement supérieur aux prévisions d'inflation sur la même durée.

3 Le rendement des obligations est à ce point attrayant que vous n'êtes plus dans l'obligation d'opter pour des titres de longue durée (10 ans, par exemple). Même des maturités moindres (jusqu'à 6 ans) permettent aujourd'hui de sécuriser des rendements attrayants.

→ commencé à réduire leur portefeuille obligataire. Or, une augmentation de l'offre disponible sur le marché exerce une pression sur les cours et a pour effet de soutenir les rendements élevés.

Ces dernières années, cette situation est en outre compliquée par l'excellente tenue de l'économie américaine. Les USA sont la plus importante économie au monde et exercent une influence considérable sur les marchés financiers et sur l'environnement économique mondial. Les excellents chiffres de la croissance impliquent aussi que l'inflation peut rester forte, et que les taux directeurs doivent en conséquence rester élevés. C'est en vertu de ce mécanisme que le taux des obligations souveraines US à 10 ans est passé d'un plancher de 0,5% en 2020 à ±4,5% à la fin 2023.

Autre élément à prendre en compte, le ministère américain des Finances devra émettre de nouvelles obligations pour financer la substantielle dette publique des États-Unis. Les spécialistes évaluent à 23% l'augmentation moyenne en volume des émissions d'obligations d'État en 2024, pour toutes les maturités. Là aussi, le marché va donc devoir absorber une vague de nouvelles obligations. Parmi les sources de préoccupations, soulignons que les investisseurs japonais – qui ont toujours été de fervents acheteurs d'obligations souveraines US – se tournent de plus en plus vers les obligations nipponnes, et rapatrient donc leurs capitaux. Ce phénomène s'explique par le fait que les obligations japonaises sont devenues sensiblement plus attrayantes que les obligations américaines, après couverture du risque de change.

Mais pas éternellement

Les obligations ne sont pas seulement soumises à des forces haussières. En effet, si les banques centrales devraient maintenir encore pendant un certain temps leurs taux à un niveau élevé, nous ne prévoyons plus de nouvelles hausses de ces taux. Tout au contraire, les forces qui poussent les taux à la baisse se multiplient. Ainsi, on anticipe un ralentissement à court terme de la croissance US, en raison d'un resserrement des conditions de financement, d'une baisse du surplus d'épargne des ménages, ainsi que de la reprise du remboursement des prêts étudiants. Nous nous attendons en outre à une faible récession outre-Atlantique, suivie d'une reprise modérée. Les événements géopolitiques jouent aussi un rôle

certain, et notamment le conflit au Moyen-Orient. En période d'incertitude, les préférences des investisseurs vont aux obligations d'État américaines et allemandes en raison de leur sécurité relative. Cette tendance peut également pousser les rendements à la baisse.

Une fenêtre d'opportunité ?

Depuis 2022, le niveau général des taux est remonté de manière spectaculaire. Du fait de la ténacité de l'inflation, il est possible que l'actuel niveau des taux se maintienne pendant un certain temps encore mais, selon nous, le pic est passé. En partant de l'hypothèse que la politique des banques centrales porte ses fruits, elles pourraient commencer à baisser leurs taux à partir du second semestre 2024 – lorsque l'inflation sera maîtrisée – dans le but de stimuler la croissance économique. Cette baisse et cette croissance entraîneront à leur tour une baisse des taux à long terme.

La période actuelle semble donc être une fenêtre d'opportunité idéale pour renforcer le segment obligataire de son portefeuille et ainsi 'verrouiller' les rendements actuels pour une période prolongée. Le contexte que les investisseurs en obligations attendaient en vain depuis plusieurs années se matérialise enfin : un rendement nominal (avant inflation) positif et honorable. À ce point honorable même que l'on peut aujourd'hui affirmer, pour la première fois depuis le début de la crise financière de 2008, que les obligations sont devenues intéressantes pour presque tous les profils d'investisseurs.

La période actuelle semble être une fenêtre d'opportunité idéale pour renforcer son segment obligataire et verrouiller les rendements actuels.

Nos préférences vont aux obligations d'entreprises Investment Grade en euros, qui conjuguent deux atouts : une haute qualité et un rendement attrayant. D'une part, la prime offerte pour le risque émetteur est historiquement assez élevée, parce qu'elle se fonde sur un scénario économique trop négatif. D'autre part, le rendement actuel dans la zone euro (±4,25%) est à son plus haut niveau depuis plus de 10 ans. Ce rendement continuera à favoriser l'afflux de capitaux dans ce segment, avec pour effet de pousser les cours à la hausse et de comprimer les rendements.

Les taux de défaut ont déjà augmenté pour les obligations High Yield et continueront vraisemblablement à évoluer à la hausse à mesure que les émetteurs à faible rating rencontrent des difficultés à se refinancer à des taux plus élevés. Cette évolution nous pousse à faire preuve de circonspection pour cette catégorie, malgré ses rendements plus élevés.

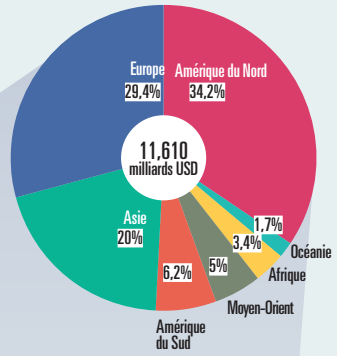
Les produits d'investissements sont sujets à risques. Ils peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et l'investisseur peut ne pas récupérer le montant de son investissement. Toute décision d'investissement doit être conforme au profil de l'investisseur (Financial ID). De plus amples informations sont disponibles sur deutschebank.be/financialid.

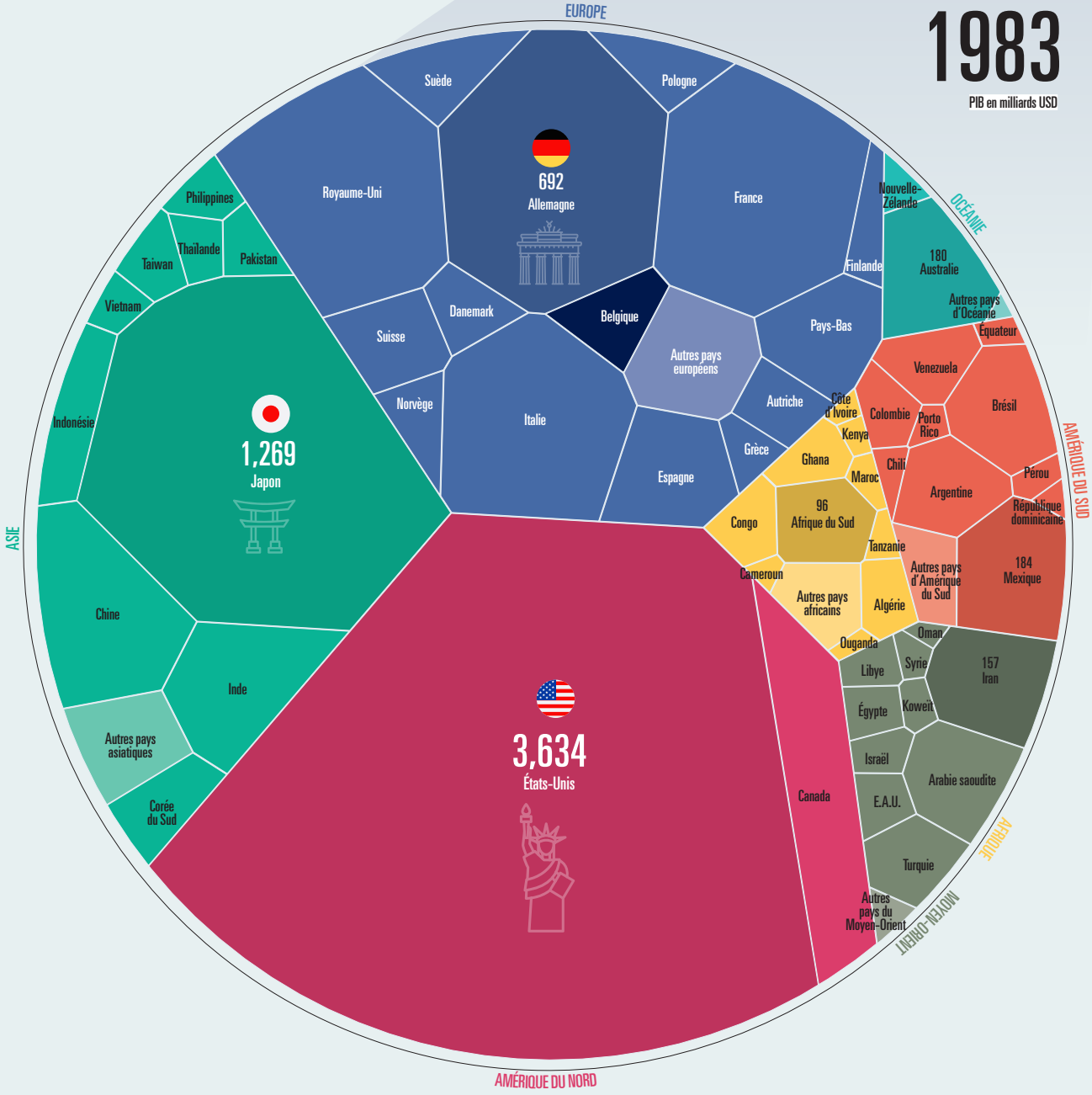
Les prévisions sont fondées sur des suppositions, évaluations, avis subjectifs, analyses et modèles hypothétiques qui peuvent se révéler faux. Fourni exclusivement à titre d'illustration. Le présent article et les informations qu'il contient ne constituent en aucune manière un conseil en investissement.

[1] Les obligations Investment Grade sont des obligations d'émetteurs dont la situation financière est considérée comme solide. Elles obtiennent une notation comprise entre AAA et BBB- chez Standard & Poor's, ou équivalent chez Moody's ou Fitch. Plus la notation est élevée, plus l'investisseur a de chances de récupérer son capital à l'échéance (sauf en cas de faillite de l'émetteur).

L'Orient passe en tête

800%. Voilà l'ampleur de la croissance de l'économie mondiale entre 1983 et 2023. En y regardant de plus près, une autre constatation est encore plus frappante : le centre de gravité économique de la planète se déplace vers l'Est. Là où l'Asie ne représentait à l'époque que 20% de l'économie mondiale, cette proportion est désormais de 32%. Au détriment de l'Europe et des USA.

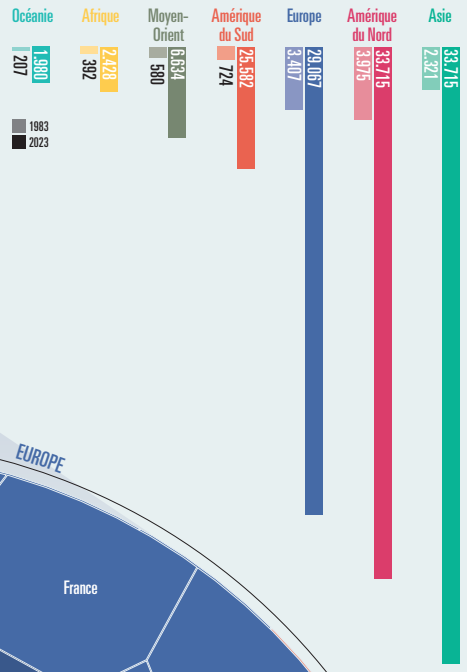


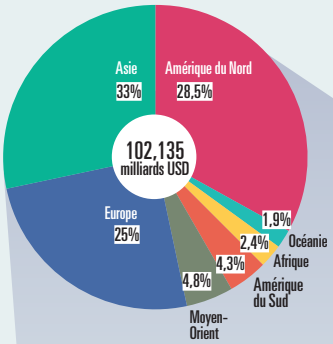


Source : IMF Datawrapper

Croissance de l'économie mondiale par continent

Au cours des 40 dernières années, l'Asie arrive largement en tête en termes de croissance économique par continent, avec 1.352%. Suivent l'Océanie (854%), l'Amérique du Sud (815%), le Moyen-Orient (752%), l'Europe (651%), l'Amérique du Nord (631%) et l'Afrique (519%).





2023

PIB en milliards USD

EUROPE

Danemark
Autriche
Autres pays européens
Espagne
France
Italie
4,430
Allemagne
Suède
Russie
Pologne
Belgique
Pays-Bas
Norvège
Irlande
Royaume-Uni
Suisse

AMÉRIQUE DU SUD

Autres pays d'Amérique du Sud
Pérou
2.127
Brésil
Chili
Porto Rico
Équateur
Mexique
Colombie
Argentine

MOYEN-ORIENT

Arabie saoudite
Koweït
Guatemala
Oman
Irak
Israël
E.A.U.
Autres pays du Moyen-Orient
Égypte
République dominicaine
Qatar
1,154
Turquie
Iran

AFRIQUE

Tanzanie
Afrique du Sud
Kenya
Angola
Congo
Maroc
Côte d'Ivoire
390
Nigeria
Autres pays africains
Ethiopie
Algérie

OCÉANIE

Nouvelle-Zélande
1,687
Australie
Autres pays d'Océanie

AMÉRIQUE DU NORD

26,950
États-Unis
Canada

ASIE

Singapour
Bangladesh
Philippines
Autres pays asiatiques
17,701
Chine
Taiwan
Corée du Sud
Japon
Thaïlande
Indonésie
Inde

La croissance du PIB belge entre 1983 et 2023 est de **737%**

Deutsche Bank cultive la durabilité avec Farming for Climate

Deutsche Bank en Belgique impulse un avenir agricole durable en investissant activement dans l'initiative "Farming for Climate", soutenant ainsi les agriculteurs dans leur virage écologique.

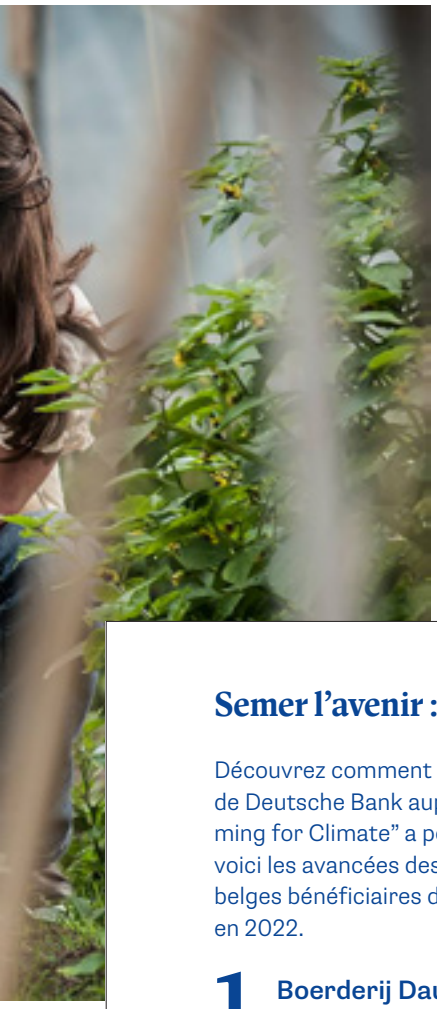
Ce partenariat stratégique, lancé en 2021 avec un investissement initial de 150.000 euros sur cinq ans, dynamise cinq exploitations belges vers une agriculture écoresponsable. Il concrétise des avancées en agroécologie, en transformant profondément les pratiques agricoles et en soutenant la résilience environnementale.

L'enthousiasme des clients pour les investissements responsables a permis à Deutsche Bank d'élargir son champ d'action. En 2022, un financement additionnel de 90.000 euros a renforcé le projet, intégrant deux nouvelles fermes dans cette initiative d'envergure. Cet apport, réparti sur trois ans, est le reflet de l'engagement de la banque à forger un impact tangible au cœur des communautés locales, en faisant des investissements ESG (répondant à des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) un levier de changement positif.

Les retombées du soutien de Deutsche Bank sont palpables : les sept fermes partenaires, représentant 160 hectares en transition, ont permis l'évitement et la séquestration de 690 tonnes de CO_2 en 2021-2022[1]. À travers ce partenariat avec "Farming for Climate", Deutsche Bank renforce son engagement pour un futur agricole durable.

Vous souhaitez contribuer à des projets durables au travers de vos investissements ?

Appelez Talk & Invest au 078 156 157 ou prenez rendez-vous dans votre Advisory Center au 078 155 150 ou en ligne.



Semer l'avenir : le travail quotidien des fermes partenaires

Découvrez comment l'engagement de Deutsche Bank auprès de "Farming for Climate" a porté ses fruits : voici les avancées des sept fermes belges bénéficiaires de ce soutien en 2022.

1 Boerderij Dauchy *Wijtschate*

En 2022, après une pénurie en 2021, Bram a doublé ses achats de copeaux de bois, utilisés sur 5,5 ha pour accroître le carbone dans le sol. Il a suivi en 2022 une formation approfondie en agroécologie et testé une fertilisation spécifique pour réduire les engrais synthétiques. 50 ha ont été plantés en cultures de couverture, après la récolte des cultures précédentes.

2 Boerderij PHAE *Hansbeke*

Felix a acheté et testé deux anciennes variétés de céréales du 19e siècle et se fait conseiller en agroécologie par Alain Peeters. Il a également amélioré son processus de compostage et continue ses tests de cultures, incluant le trèfle blanc et les céréales (fixation d'azote) et le pâturage rotatif avec un berger local.

3 Boerderij Vrijselhof *Kontich*

2022 fut difficile pour Joe, avec la lutte contre le chiendent réduisant la récolte d'avoine et l'inflation affectant les prix de la viande. Il a cependant persévéré, soignant son sol sans produits chimiques et avançant dans ses projets de rénovation, incluant un microabattoir et un plan de gestion forestière.

4 Ferme de la Distillerie *Bousval*

Après la crise sanitaire, la demande de produits bio a chuté, compliquant la vente pour Marie et Jeremy. Ils ont rejoint "Terres Vivantes" pour un accompagnement en agroécologie sur le terrain et continuent leur projet social "Nos oignons", accueillant des personnes avec des problèmes de santé mentale. Ils testent diverses cultures de couverture et installent des poteaux pour rapaces.

5 Cense Seigneuriale *Terwagne*

Louis a acquis une machine de semis direct en 2022, permettant de semer à travers les cultures de couverture sans troubler le sol. Malgré la sécheresse, il a eu de bons résultats, surtout avec un mélange résistant à la sécheresse. Il a également coopéré avec le village local pour la réception de branches d'arbres à répandre sur ses champs.

6 Boerderij Hex *Heers*

Joseph a planté plus de 900 m de haies et 55 noyers pour une future production d'huile. Il a aussi converti 4,5 ha en prairies bio pour ses 119 vaches Black Angus et semé des prairies riches en herbes pour améliorer leur alimentation.

7 Ferme du Vieux Canal de Ronquières *Ronquières*

2022 a été difficile pour Marie et Luc avec une baisse des prix des œufs bio et une hausse des coûts. La grippe aviaire les a forcés à confiner leurs poules, altérant le bien-être des animaux et augmentant les coûts alimentaires. Ils ont entamé des travaux pour une infrastructure de stockage.

Les avancées de ces sept fermes reflètent une transformation concrète et inspirante dans l'agriculture belge. Grâce au soutien stratégique de Deutsche Bank et "Farming for Climate", ces agriculteurs façonnent un avenir plus vert pour tous, prouvant que le changement est non seulement possible, mais déjà en cours. —

Pour tout savoir sur notre approche durable, scannez ce code QR.

[1] Source : Rapport d'impact de Farming for Climate.

Une décennie d'impact :
Funds For Good et Deutsche Bank célèbrent les entrepreneurs

Le 11 octobre 2023, Funds For Good, pionnier dans le domaine de l'investissement à impact, a célébré ses 10 ans d'existence en beauté, avec plus de 1.000 entrepreneurs soutenus au fil des années. Une cérémonie de remise de prix a mis en lumière ces entrepreneurs exceptionnels. "The Entrepreneurs Awards" a réuni 20 finalistes répartis dans 5 catégories, mettant en avant l'innovation, la passion et le dévouement.

Deutsche Bank, partenaire de Funds For Good, a eu l'honneur d'être le sponsor principal de l'événement. La banque a fait partie du jury de sélection des lauréats et a remis deux prix pour les catégories "Inspiring Women" et "Impact Generator". Les choix n'ont pas été faciles, car tous les projets en lice étaient non seulement inspirants, mais ils démontraient également un impact local puissant.

Le prix "Inspiring Women" a été attribué à Ness Paternoster, Boeket de Fleurs, une écofleuriste dont la mission est de créer de la beauté tout en respectant l'environnement. Sa devise, "Je ne choisis pas d'être la meilleure, mais d'être meilleure pour le monde." illustre parfaitement son engagement envers un avenir plus durable. Pour Deutsche Bank, il était important de remettre ce prix et d'encourager le plus de femmes possible à devenir entrepreneures.

Le prix "Impact Generator" a été décerné à Arthur Fogel pour Refoodgees. Ce restaurant de cuisine du monde vise l'intégration socioprofessionnelle de personnes réfugiées ou primo-arrivantes en leur donnant une formation, ou en complétant leur formation initiale, dans le domaine de l'Horeca belge tout en mettant en avant leur culture à travers la cuisine. Ce prix, remis par Deutsche Bank, démontre que la réussite économique d'un projet entrepreneurial peut coexister harmonieusement avec la création d'un bien-être collectif.

Les autres lauréats sont : Hearth Project dans la catégorie "Sustainable Food", Mori Film Lab dans la catégorie "Next Generation", Yala Na'Akoul dans la catégorie "Rebound" et Cookingo pour le prix "Coup de cœur".

La soirée a célébré l'innovation et l'impact positif des entrepreneurs, soulignant l'engagement de Funds For Good et de ses partenaires, dont Deutsche Bank, en faveur de l'entrepreneuriat durable. L'événement a réuni plus de 40 clients de Deutsche Bank, offrant une opportunité concrète de voir l'impact de leur investissement pour les entrepreneurs soutenus, en plus de leur potentiel rendement financier. —

Deutsche Bank, fidèle partenaire de Funds For Good

Funds For Good, à travers Funds For Good Impact ASBL, soutient deux types d'entrepreneurs : les 'Self Made' cherchant à se réintégrer dans le monde professionnel et les 'Game Changers' engagés pour un impact positif. L'ASBL offre un financement sous forme de prêt d'honneur, sans garanties ni intérêt, renforçant l'accès à d'autres sources de financement. Elle met également à disposition des équipes de coaches et d'experts. Funds For Good c'est aussi Funds For Good Invest, une entreprise commerciale qui reverse la moitié de ses bénéfices à l'ASBL, redéfinissant ainsi l'utilisation des profits pour un impact social et environnemental significatif.

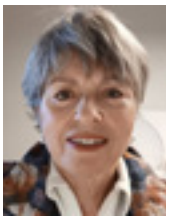
Depuis 2016, Deutsche Bank en Belgique est partenaire de cette initiative, distribuant les gammes de fonds[1] Funds For Good et reversant une partie de sa marge à l'ASBL Funds For Good Impact. Cette collaboration a permis l'accompagnement de 207 entrepreneurs belges, générant la création de 242 emplois dans tout le pays.

En savoir encore plus?

Découvrez l'intervention de Vincent Delfosse, COO de Deutsche Bank en Belgique et de Nicolas Crochet, co-fondateur de Funds For Good dans l'émission "Success stories" sur la chaîne LN24

↓ *Ness Paternoster, Boeket de Fleurs accompagnée de Vincent Delfosse, COO de Deutsche Bank en Belgique*

L'esprit d'entreprise dans le sang



Claire Saint Remi

Bénévole chez Funds For Good Impact ASBL. Ingénieure commerciale de formation (Solvay Business School), elle a travaillé durant toute sa carrière dans le secteur financier.

Quel a été le déclic qui vous a poussé à devenir bénévole pour Funds For Good ?
En tant que cliente de Deutsche Bank, j'ai assisté il y a quelques années à un événement au cours duquel un des fondateurs de Funds For Good a présenté son projet et j'ai été séduite par leur approche. À la fin de la soirée, je suis allée lui parler et je lui ai offert mon aide.

Pouvez-vous nous en dire plus sur votre implication ?
Je fais partie du comité de crédit. Nous sommes une équipe de 5 bénévoles et notre rôle est d'évaluer les dossiers de demande de financement afin de sélectionner les dossiers ayant le plus de potentiel. Nous analysons les plans financiers et nous nous réunissons ensuite une fois par semaine pour échanger nos points de vue et valider nos décisions.

Que vous apporte cette mission ?
J'ai toujours voulu transmettre et faire bénéficier les autres de mon expérience. Et c'est particulièrement enrichissant de le faire pour des projets aussi louables. C'est également très gratifiant de constater les efforts déployés par les entrepreneurs pour développer leur entreprise.

[1] Le terme "fonds" est l'appellation commune pour un Organisme de Placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS), et prendre diverses formes juridiques (SICAV , FCP etc). Un OPC peut comporter des compartiments. Les fonds sont sujets à risques. Ils peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant de leur investissement.

“Les bonnes entreprises grandissent avec l’inflation, pas les bonnes obligations”

Au fil des années, Philipp Vorndran – un vétéran des marchés chez Flossbach von Storch Invest S.A. – jouit d’une remarquable réputation de stratège boursier. Son cœur balance-t-il actuellement entre les actions et les obligations ? Comment détecte-t-il les actions de qualité parmi les 60.000 sociétés cotées dans le monde ? Faut-il craindre l’érection d’un nouveau Rideau de Fer entre l’Occident et l’Orient ? Réponses.

Ces derniers mois, quelle est l’évolution qui vous a le plus surpris ?

“L’évolution la plus inattendue, de mon point de vue, est la forte hausse des rendements des obligations de longue durée. Normalement, ces rendements baissent à mesure que les perspectives économiques s’assombrissent. On peut avancer plusieurs explications à ce phénomène hors du commun. L’une d’entre elles veut que la demande en obligations de longue durée s’est tarie parce que les obligations de courte durée se sont mises à offrir un rendement tout aussi attrayant. Par ailleurs, les investisseurs ont pris conscience qu’un ralentissement économique ne pousse pas nécessairement l’inflation à la baisse. Voilà pourquoi ils attendent un rendement plus élevé de leurs obligations à longues maturités.”

Les obligations sont-elles redevenues intéressantes ?

“Leur rapport risque/rendement est considérablement amélioré, certainement pour les obligations souveraines US. Les ‘treasuries’ – obligations d’État à 10 ans – en sont un bon exemple. Leur rendement est actuellement de 4,7%, soit leur niveau le plus élevé des 15 dernières années, et a même franchi le cap symbolique des 5% en octobre. Et même leur variante avec protection contre l’inflation génère un appréciable rendement de 2,3%.”

Très bien, mais l’investisseur européen est exposé à un risque de change…

“C’est exact. Je pense cependant qu’il n’est pas raisonnable de tabler sur une faiblesse persistante du dollar. En comparaison avec la Banque centrale européenne, la Fed dispose d’une plus grande marge de manœuvre dans sa lutte contre l’inflation. Elle a l’avantage de ne pas devoir composer avec les préoccupations parfois divergentes des multiples pays qui font partie de la zone euro. Ces derniers sont en outre beaucoup plus dépendants que les USA des importations de matières premières et d’énergie.”

“Les tendances démographiques jouent également un rôle important. Ces tendances favorisent structurellement l’inflation en Europe alors que, outre-Atlantique, la population active s’amenuise moins vite que sur le vieux continent. Un nombre significatif d’Européens accèdent actuellement à la retraite ou le feront dans les prochaines

→

→ *Philipp Vorndran, de la maison de fonds Flossbach von Storch Invest S.A.*

→ années, alors que les entrées sur le marché du travail se raréfient. Ce déséquilibre peut bien sûr être compensé par l'immigration et par les perspectives nouvelles créées par l'intelligence artificielle, mais tout indique que la position des travailleurs à la table des négociations se fera de plus en plus forte. Si six candidats seulement se présentent alors qu'il y a 10 postes à pourvoir, les salaires vont augmenter et entraîner l'inflation dans leur sillage."

Une récession n'est pas aussi grave qu'on le pense. Du moins du point de vue de l'investisseur à long terme

Les taux ont remonté. En quoi influencent-ils les marchés d'actions ?
"De deux manières. Primo, les taux élevés pèsent sur les valorisations. Secundo, ils provoquent un alourdissement de la charge d'intérêt, qui réduit les bénéfices des sociétés fortement endettées. L'impact sur le cours des actions est donc double, mais il ne se fait sentir que progressivement, à mesure que d'anciens crédits à faible taux sont remplacés par de nouveaux crédits à taux élevé."

Tout indique que les taux directeurs se maintiendront pendant un certain temps à un niveau élevé. Le crédit sera donc plus cher pour les ménages et les entreprises. Et les pouvoirs publics devront trouver d'autres sources fiscales pour supporter le poids de la dette. Ce mélange n'est-il pas toxique ?
"La question de la dette ne se décrit pas en noir ou blanc. Il faut toujours tenir compte des deux côtés de la balance. Lorsque, d'un côté, un ménage accroît sa dette, il acquiert de l'autre côté un logement ou une assurance vie. Le tableau est donc plus nuancé. Personnellement, je ne vois pas pour l'instant beaucoup de nuages noirs dans le ciel des ménages. Je suis plus préoccupé par les dettes publiques, et en particulier celle des États-Unis, où la situation est nettement plus précaire qu'en Europe."

"Dans les prochaines années, l'inflation oscillera probablement autour des 3%, ce qui signifie que les obligations souveraines devraient offrir un rendement de ±4%. Ce scénario 'higher for longer' ne s'applique pas seulement aux obligations de longue durée, mais aussi de courtes maturités. Il diffère de ce à quoi nous avons été habitués ces dernières années, mais il n'est pas historiquement anormal."

Le rendement attrayant des obligations conjugué à la pression négative sur les actions... Faut-il se détourner provisoirement des actions ?
"Non. Même si les actions sont aujourd'hui plus intéressantes qu'il y a 18 mois, les investisseurs ne peuvent se passer des actions s'ils souhaitent préserver le pouvoir d'achat à long terme de leur capital, et obtenir un rendement suffisant. Cette vérité première n'a pas changé. À long terme, les actions restent le moteur de la croissance d'un portefeuille."

Malgré la menace de récession ?
"Je préfère ne pas me lancer dans de telles hypothèses. Oui, il y aura une récession, mais personne ne peut en prédire le timing ni l'ampleur. Il faut savoir que les récessions n'ont rien d'exceptionnel. Toute période de croissance est suivie d'un ralentissement ou d'un ressac. Sur le plan économique, on peut considérer une récession comme un mécanisme correcteur qui prépare le terrain pour une prochaine poussée de croissance. En fin de compte, une récession n'est pas aussi grave qu'on le pense généralement. Du moins du point de vue de l'investisseur à long terme. Il suffit de considérer vos achats alimentaires ou de soins de santé. Le supermarché est l'endroit idéal pour trouver des produits d'entreprises de qualité. Le grand public continuera à acheter ces produits, et ce que l'économie décélère ou non, et qu'une récession se produise ou non."

Mais alors, quel est le facteur déterminant ?
"Les facteurs déterminants, ce sont la qualité, le potentiel de croissance et le modèle d'entreprise des sociétés dans lesquelles vous investissez. Il existe parfois d'énormes différences entre les entreprises en termes de sensibilité aux fluctuations économiques. Pour ce qui concerne la qualité, nous ciblons par priorité des sociétés qui dégagent des bénéfices stables, substantiels et fiables. Des sociétés qui ne craignent pas les changements de climat économique, les progrès technologiques ni les autres facteurs extérieurs. Des sociétés aussi dont le taux d'endettement est faible, et qui sont en mesure de répercuter dans leurs prix les augmentations des coûts. Quant au potentiel de croissance, nous le définissons sur la base des pourcentages de croissance prévus du chiffre d'affaires, du bénéfice et du flux de liquidités, pour un horizon de 5 à 10 ans. Je préfère ne pas réfléchir en termes de secteurs d'activité ou de pays d'origine. Le facteur déterminant, c'est toujours l'entreprise en elle-même."

Cela n'empêche pas des évolutions sous-jacentes d'avoir un impact sur ces entreprises ?
"Tout à fait, et nous prenons bien sûr ce paramètre en compte. Chaque investissement potentiel est soumis à un stress test. Concrètement, que deviendrait le potentiel de croissance de la société X ou Y si tel ou tel événement survenait ? Nous réfléchissons aussi en termes de 'worst case scenario', même s'il est très, très peu probable que ce scénario du

pire se concrétise."

"Une des évolutions que nous surveillons de près est l'équilibre des forces entre l'Occident et l'Orient. De nombreux signaux semblent indiquer qu'un nouveau Rideau de Fer est en train de s'installer. Non pas sur le plan militaire ou politique, mais économique. Au fil des ans, l'Orient est devenu une plateforme de produits et de services pour l'Occident, ainsi qu'un important marché d'exportation. Citons par exemple les articles de luxe, les voitures et la technologie. Si les relations continuent à se tendre, les symboles statutaires tels que la bagagerie de luxe française, les voitures allemandes ou les smartphones américains pourraient ne plus avoir la cote en Orient. Les sociétés qui émergent de ces stress tests sans trop de dégâts sont les entreprises de qualité que nous recherchons."

Comment voyez-vous les récentes évolutions des cours sur les marchés d'actions ?

"Nous ne nous préoccupons pas des fluctuations des cours à court terme, mais nous préférons nous concentrer sur le potentiel de croissance des sociétés à long terme, et sur le prix à payer pour acquérir ce potentiel. Les fluctuations offrent certes des opportunités souvent intéressantes, mais c'est le long terme qui est déterminant."

Quand la stabilité reviendra-t-elle sur les marchés ?

"Le rapport risque/rendement s'est considérablement amélioré pour les actions de qualité, de sorte que, à notre avis, il est déjà raisonnable de renforcer certaines positions. Dans d'autres cas, les valorisations doivent encore baisser avant que ces actions redeviennent intéressantes. Il est impossible d'anticiper les hausses et baisses des marchés, mais les actions de qualité ont pour caractéristique positive de voir une baisse de valorisation être plus que compensée à long terme par l'augmentation de ses bénéfices. La patience des investisseurs est donc récompensée. Les bonnes entreprises grandissent avec l'inflation, pas les bonnes obligations."

Un dernier conseil ?

"Le cliché est éculé, mais plus que jamais d'actualité : les trois plus grands alliés de l'investisseur sont le temps, la confiance et la diversification. Plus longtemps vous restez investi, plus votre potentiel de rendement est grand. La confiance est tout aussi fondamentale : en période de volatilité, il est tentant de réagir à des fluctuations à court terme. Enfin, la diversification est indispensable : en investissant dans un mix d'actifs de qualité, vous répartissez le risque et vous augmentez vos chances de bénéficier de rendements stables, quelles que soient les circonstances sur les marchés." —

Le présent article a été rédigé par Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles et est cofinancé par le gestionnaire de fonds Flossbach von Storch Invest S.A. Les opinions exprimées dans le présent article (et plus particulièrement les citations entre guillemets) sont celles de l'auteur et non du Groupe Deutsche Bank ni de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. Les produits d'investissements sont sujets à risques. Ils peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et l'investisseur peut ne pas récupérer le montant de son investissement. Les prévisions sont fondées sur des suppositions, évaluations, avis subjectifs, analyses et modèles hypothétiques qui peuvent se révéler faux. Fourni exclusivement à titre d'illustration. Le présent article et les informations qu'il contient ne constituent en aucune manière un conseil en investissement.

Une bonne conversation, ça n'a pas de prix

Une banque, ce n'est pas seulement un carrefour où se croisent des transactions financières. C'est aussi celui des interactions humaines. Voilà la raison pour laquelle Deutsche Bank investit en permanence dans ses agences et ses équipes. Pourquoi ? Parce que nous sommes convaincus que, dans un monde en perpétuel changement, certaines choses ne changent pas. Comme l'importance de la proximité et d'un contact de qualité.

Chez Deutsche Bank, nous sommes 500. Cinq cents spécialistes qui se mettent à votre service, en première ligne ou en coulisses. Notre équipe est composée d'un ensemble très diversifié de professionnels. Des professionnels qui vont d'experts en investissements durables aux personnes qui veillent à ce que nos Advisory Centers soient toujours impeccables. De collaborateurs administratifs qui se chargent de la bonne exécution de la 'paperasserie' aux créatifs qui surfent sur les dernières avancées de la technologie digitale. Ensemble, tous ces collaborateurs forment le cœur de notre banque.

Au sein de notre banque, nous veillons à ce que chacun se sente aussi bien que possible dans son travail. C'est une réelle volonté ! Car en effet, ce sont bien la satisfaction et l'épanouissement de nos collaborateurs qui déterminent grandement la qualité du service qu'ils vous offrent. C'est la raison pour laquelle nous investissons en permanence dans leur développement et dans leur bien-être. Nous leur offrons des programmes de formation et des opportunités de carrière, pour que chacun d'entre eux puisse choisir son équilibre entre travail, famille et loisirs.

Nous composons un environnement dans lequel la diversité et l'inclusion sont une évidence. À cet égard, nous avons récemment fait réaliser une analyse 'Diversity & Inclusion' de notre entreprise. Cette radiographie révèle que nous avons déjà franchi plusieurs étapes majeures dans la mise en place d'un environnement de travail inclusif et agréable, pour tous. Elle a aussi relevé quelques points perfectibles, que nous mettrons un point d'honneur à corriger sans délai.

En quête de connexion

Dans notre vie, nous consacrons environ 90.000 heures à notre travail. Autant dire qu'il est préférable de s'y rendre avec le sourire. Dans cette optique, nous ne souhaitons pas seulement que nos collaborateurs reçoivent l'opportunité de progresser dans leur carrière à leur rythme, mais nous voulons aussi leur offrir une marge de manœuvre pour nouer des liens interpersonnels et collectifs avec leurs collègues. Or, de tels liens ne sont plus une évidence dans le monde désormais dominé par le télétravail.

Resserrer les liens existants et tisser de nouvelles relations, voilà deux objectifs que nous concrétisons en organisant de multiples activités et en participant ensemble à des événements. Des événements sportifs, notamment, tels que des tournois de ping-pong, les 20 Kilomètres de Bruxelles, la course-relais Ekiden, À Vélo contre le Cancer, etc. Mais aussi des initiatives destinées à celles et ceux qui aiment se retrousser

À l'heure où il est plus simple que jamais d'effectuer ses opérations via internet, cette facilité est aussi source de dépersonnalisation. Chez Deutsche Bank, nous pensons qu'il faut rétablir l'équilibre

↓ *L'impressionnant hall d'entrée de l'Advisory Center d'Anvers*

les manches, comme les campagnes organisées conjointement avec River Cleanup.

Objectif implication

Ce sentiment de connexion et de proximité, nous l'encourageons non seulement au sein de notre organisation, mais aussi en dehors, dans nos contacts avec vous et nos autres clients. La digitalisation contraint les banques à s'adapter à une réalité nouvelle. Là où le passage par l'agence de banque était jadis monnaie courante – pour un virement, une demande de crédit ou la souscription d'une assurance – la majeure partie de ces interactions se déroulent aujourd'hui online. D'abord parce que c'est techniquement possible, ensuite parce que les gens le souhaitent. Et bien que cette évolution ait de multiples aspects positifs – qui souhaite encore se rendre à sa banque pour imprimer des extraits de compte ? – elle présente aussi certains inconvénients.

Car si cette évolution est confortable à maints égards, elle s'accompagne aussi d'une distanciation entre la banque et son client. Surtout pour les questions financières plus complexes et personnelles.

Un service personnalisé, à visage humain

Chez Deutsche Bank, nous souhaitons rétablir l'équilibre. Pour demander une carte de paiement, consulter vos comptes ou demander une attestation, vous pourrez rester confortablement installé dans votre sofa. Ces opérations peuvent se faire via nos canaux digitaux, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Mais pour votre planification successorale, vos investissements et vos autres questions plus complexes, vous devez pouvoir faire appel à un service proche, personnalisé et à visage humain.

C'est notamment la raison pour laquelle nous sommes fiers de notre Advisory Center qui a ouvert ses portes en septembre à Knokke. Grâce à ce lieu, notre réseau se compose désormais de 30 agences. Mais notre expansion ne s'arrête pas là. Ces dernières années, nous avons consenti des investissements substantiels dans nos Advisory Centers, afin de vous accueillir dans les meilleures conditions, dans un cadre propice au dialogue et au conseil de qualité. Récemment, nous avons rénové nos agences de Waterloo, Hove et Anvers Centre, tandis que des travaux sont en cours à Courtrai. En 2024, d'autres agences bénéficieront d'une cure de jouvence. Notre but est simple : vous offrir un service aussi personnalisé et chaleureux que l'environnement dans lequel nous souhaitons que nos collaborateurs puissent développer leurs talents. —

30
agences, dont
1
nouvelle et
3
récemment rénovées

2024 : une année d'élections pour la moitié du monde

2024 devrait être l'année électorale la plus intense de l'histoire. Donald Trump redeviendra-t-il Président ? La question est importante, mais ce n'est pas la seule. Dans de nombreux autres pays, les urnes livreront des verdicts cruciaux. Des élections se dérouleront en effet dans 76 pays du monde.

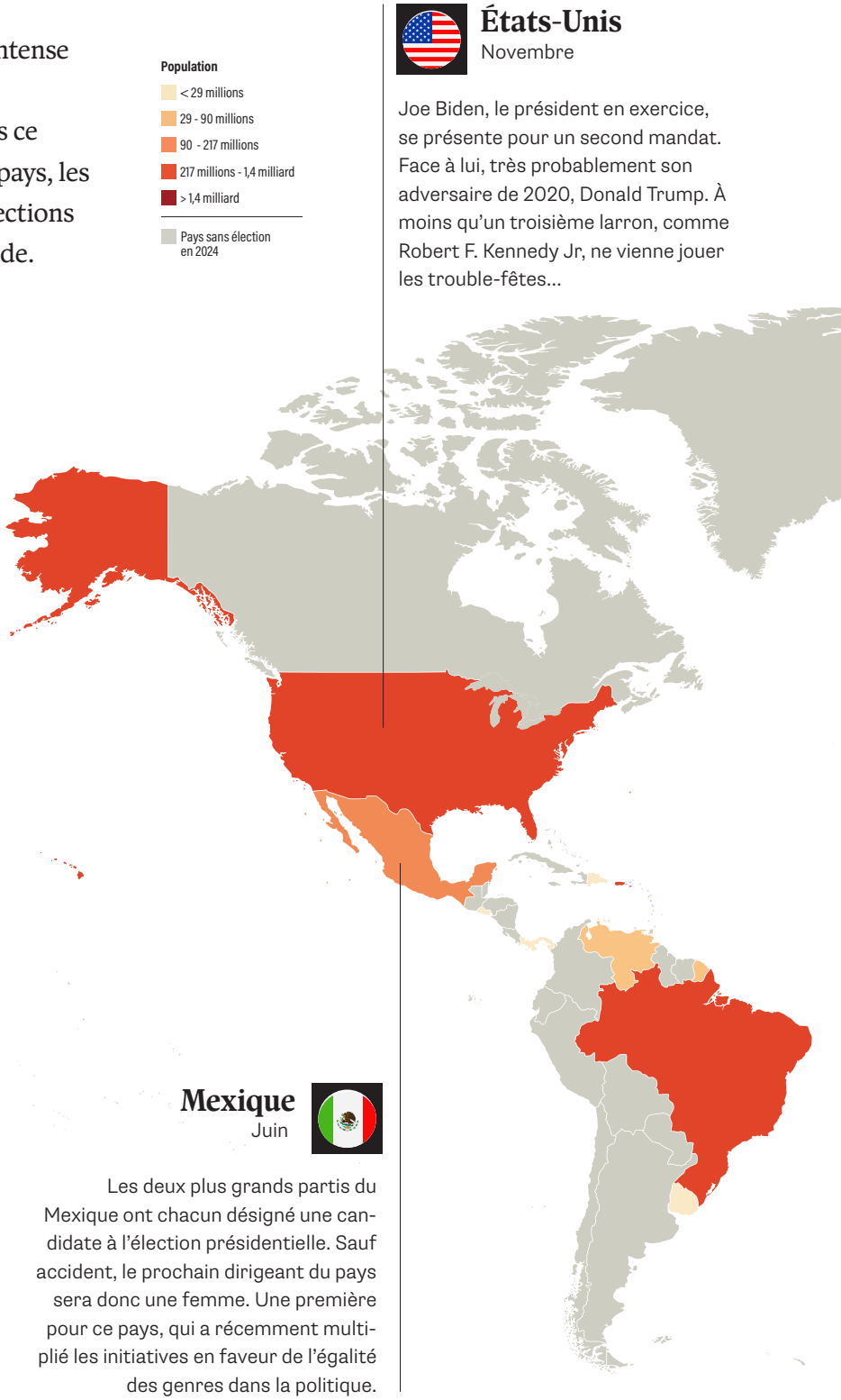
Ces 76 pays comptent 4,2 milliards d'habitants, soit la moitié de la population de la planète. Jamais encore autant de scrutins ne se sont bousculés au portillon au cours d'une même année. Parmi ces pays, on compte en outre 8 des 10 nations les plus peuplées au monde : USA, Bangladesh, Brésil, Inde, Indonésie, Mexique, Pakistan et Russie. L'enjeu ? Élire des gouvernements (supranationaux), des présidents, des gouverneurs et des représentants locaux. Sur ces 76 élections, 40 sont d'envergure nationale.

Élections (factices)

Ces multiples élections raviront les statisticiens et les journalistes, mais pas nécessairement les partisans de la démocratie. Car il y a élections et 'élections'. Dans de nombreux pays, les scrutins n'ont de démocratiques que le nom, sans le moins du monde avoir pour objet de donner une voix aux citoyens. Selon le Democracy Index de l'Economist Intelligence Unit, les scrutins ne seront libres et honnêtes que dans 43 des 76 pays concernés.

Élections et impact boursier

L'impact de ces multiples élections sur l'économie mondiale et sur les bourses est difficile à prédire. Les années électorales sont généralement associées à un voile d'incertitude, et il ne devrait pas en aller autrement en 2024. Historiquement, on observe que les marchés d'actions sont plus volatils dans les mois qui précèdent les élections, surtout quand leur issue est difficile à prédire. Cette inquiétude s'explique par les changements potentiels que peuvent impulser les gouvernements nouvellement choisis, tels que nouveaux impôts, réglementations ou dépenses publiques, qui peuvent avoir un impact direct sur les entreprises et les industries. Aux États-Unis, les marchés se préoccupent traditionnellement peu des résultats des élections : durant les années d'élections présidentielles, le rendement moyen du S&P 500 ne diffère pas de celui des années 'normales'. —



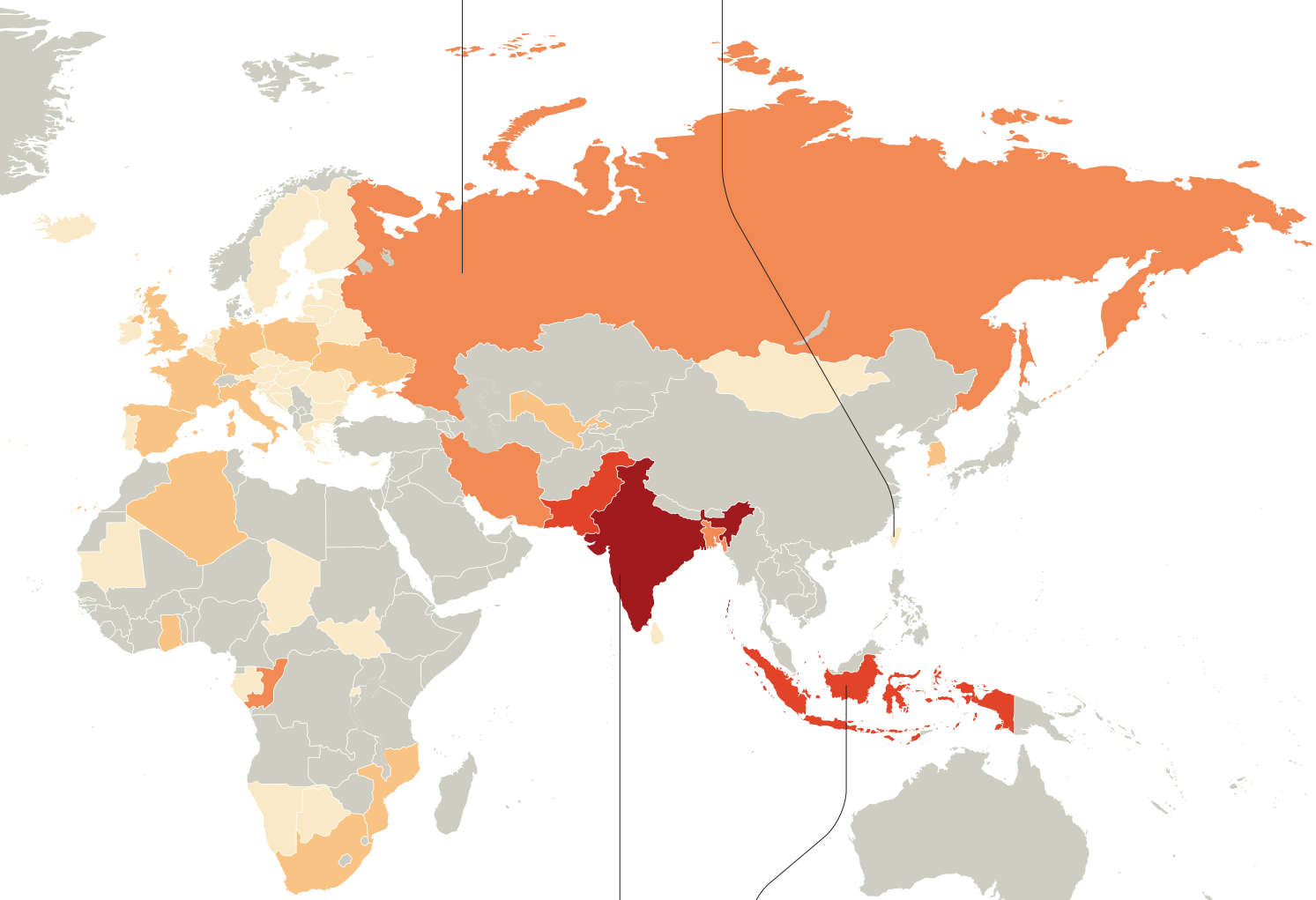
Sources : ndi.org/elections-calendar-all, eiu.com/n/europe-elections-to-watch-in-2024, population.un.org/dataportal, economist.com/interactive/the-world-ahead/2023/11/13/2024-is-the-biggest-election-year-in-history, https://www.deutschebank.be/fr/actu-et-conseils/articles/elections-presidentielles-americaines-duel-au-sommet.html

Russie
Mars

Vladimir Poutine a décidé de se présenter aux élections présidentielles de mars. S'il est élu, il présidera aux destinées de la Russie jusqu'en 2030.

Taïwan
Janvier

Le résultat de cette élection présidentielle aura sans doute une grande influence sur les relations tendues entre la Chine et les USA, ainsi que sur la sécurité dans cette région du monde.



Inde
Avril

Narendra Modi (le Premier Ministre) et le Bharatiya Janata Party (son parti) ambitionnent d'être réélus pour un troisième mandat de cinq ans.

Indonésie
Février

L'Indonésie organise simultanément ses élections présidentielles et législatives. Le ministre de la Défense et deux anciens gouverneurs espèrent ravir la présidence au populaire Joko Widodo, au pouvoir depuis 10 ans.

Deutsche Bank nommée “Best Private Banking Solutions 2023” en Belgique

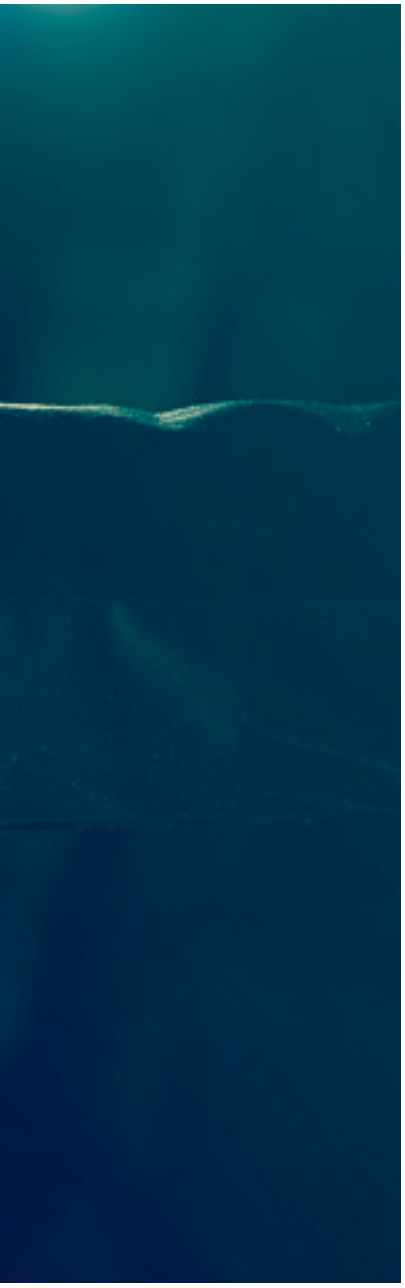
Deutsche Bank a tout récemment reçu le prix ‘Best Private Banking Solutions Belgique 2023’ décerné par l’organe de presse international CFI.co.

Les CFI.co (Capital Finance International) Awards[1] sont de prestigieuses distinctions, attribuées tous les ans par le magazine et la news platform CFI.co. Ces trophées récompensent des personnes et organisations qui contribuent de manière significative à la convergence des économies. CFI.co décerne ses Awards dans différentes catégories, les lauréats étant choisis sur la base de diverses qualités : innovation, performance, stratégie et leadership dans leur domaine.

Expertise internationale, ancrage local

L’Award Best Private Banking Solutions 2023 vient récompenser la qualité de nos services et de nos solutions, mais aussi de nos conseils en investissement dans le segment Private Banking. Sans oublier toutes les équipes qui œuvrent au quotidien pour délivrer à nos clients Private Banking le service et l’accompagnement qu’ils sont en droit d’attendre d’une banque comme la nôtre.

Appartenir à l’un des plus grands groupes financiers au monde et dès lors,



→ Olivier Delfosse, CEO de Deutsche Bank en Belgique, s'est vu remettre le prix.

Cette distinction est à mettre à l'actif de la motivation, de la qualité et de l'enthousiasme de nos collaborateurs

pour nos conseillers et chargés de relation, pouvoir s'appuyer sur son expertise internationale au niveau local est un élément déterminant également. Tout comme notre reconnaissance en tant qu'experts et spécialistes en matière de conseils en investissement, de gestion de patrimoine et de planification.

Financement durable

Autres points relevés par le jury : Deutsche Bank offre la plus grande gamme de fonds durables[2] en Belgique parmi les banques actives dans le conseil et la banque s'efforce, à l'échelle du groupe cette fois, de contribuer à la réalisation d'objectifs ESG ambitieux, y compris un minimum de 200 milliards € de financement durable d'ici fin 2023 et l'émission régulière d'obligations vertes.

Le mérite de toute une équipe

Comme le souligne Olivier Delfosse, le CEO de Deutsche Bank en Belgique : "Obtenir une récompense est toujours agréable et source de motivation, mais c'est avant tout le signe que nous sommes en train d'accomplir les objectifs que nous nous sommes fixés : être disponible pour nos clients, à leur écoute et à leur service, les conseiller au mieux et pouvoir leur offrir les solutions les plus adaptées à leurs besoins et objectifs spécifiques. Que nous soyons reconnus comme un acteur majeur du Private Banking en Belgique est pour moi une grande source de satisfaction. Et ceci nous le devons en grande partie à la qualité, la motivation et l'enthousiasme de nos collaborateurs, que je félicite pour le travail accompli !" —

[1] Les CFI.co Awards sont basés sur des nominations indépendantes de lecteurs et d'abonnés qui sont activement sollicités pour suggérer des entreprises candidates. L'équipe de recherche de CFI.co crée ensuite une liste de sélection basée sur la force des nominations (et des informations accessibles au public) selon les critères suivants : création de valeur et innovation, service à la clientèle, direction de l'entreprise, utilisation de la technologie, respect de la réglementation et des risques, responsabilité sociétale, stabilité et performance financières. Une fois qu'une sélection a été convenue, des entretiens sont organisés avec les CEO des organisations candidates. Les notes de cette conversation, ainsi que les informations pertinentes disponibles publiquement, sont remises au jury pour examen. Le jury est composé à la fois du personnel rédactionnel de CFI.co, de journalistes indépendants du secteur des affaires et de l'économie, et d'experts du secteur. [2] Le terme "fonds " est l'appellation commune pour un Organisme de Placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS), et prendre diverses formes juridiques (SICAV, FCP etc). Un OPC peut comporter des compartiments. Les fonds sont sujets à risques. Ils peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant de leur investissement. Un fonds durable est un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental, sociétal et/ou de gouvernance et poursuit un objectif d'investissement durable et répond aux conditions de l'Article 9 SFDR (Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers).

↓ *Yinka Shonibare CBE RA, Modern Magic VI, 2022.*
Courtesy: © Yinka Shonibare CBE and Goodman Gallery, Cape Town, Johannesburg and London

Deutsche Bank :
Global Lead Partner de Frieze Art Fair

20 ans de synergie créative

Lorsque Frieze Art Fair a vu le jour, il y a 20 ans, cette foire a fait souffler un vent nouveau dans le monde autrefois vieillot des salons d'art. Deutsche Bank en a d'emblée perçu le potentiel et s'est associée à Frieze Art Fair en qualité de partenaire.

Frieze Art Fair est un salon international d'art contemporain établi d'abord à Londres, puis par la suite à New York, Los Angeles et Séoul. Lorsque la première Frieze Art Fair a ouvert ses portes en 2003 à Regent's Park, elle a fait l'effet d'une bombe, en bousculant l'ordre établi. L'ambition de Frieze Art Fair était simple : offrir aux artistes, collectionneurs et amateurs d'art une plateforme située à Londres, où ils pourraient interagir dans un cadre dynamique et contemporain. Amanda Sharp et Matthew Slotover, les fondateurs du magazine Frieze, étaient les initiateurs de ce projet, dont le but était de redynamiser le paysage artistique de la capitale britannique.

L'originalité de leur approche – projection de films, conférences, débats... - a non seulement séduit le public, mais aussi le monde de l'art. Au fil des ans, Frieze Art Fair a gagné en popularité, au point de disposer aujourd'hui d'une aura mondiale. En 2012, Frieze Art Fair a salué la naissance des Frieze Masters (toujours à Londres), qui présente les œuvres de maîtres anciens et modernes. C'est au cours de cette même année que Frieze New York a ouvert ses portes. Frieze Los Angeles a emboîté le pas en 2019, puis Frieze Seoul en 2022. Aujourd'hui, Frieze Art Fair peut à juste titre être considérée comme un des plus importants salons d'art au monde.

L'art en guise de catalyseur

Riche de 40 années d'implication dans l'art et la culture, Deutsche Bank a d'emblée perçu le potentiel de Frieze et est devenue partenaire de l'initiative, soutenant désormais Frieze Art Fair depuis 20 ans. Dès le début de ce partenariat, la foire londonienne a permis à la banque de propager une vision nouvelle de l'art contemporain, mais aussi d'exposer sa propre collection dans le cadre du Deutsche Bank Wealth Management Lounge.

Au cours des premières années, ce sont des expositions thématiques qui ont été organisées dans ce Lounge : *Teachers and Pupils* (avec des œuvres de la London School), *Joseph Beuys et ses élèves et les Young British Artists*. En 2009, Deutsche Bank a présenté des œuvres photographiques de Thomas Struth dans le cadre d'une première expo solo. Elle a été suivie de projets interactifs, →

↓ *Shezad Dawood, The Terrarium, 2020, Frieze London 2022.*

→ tels que *Women to Go* (de Mathilde ter Heijne) : des centaines de cartes postales représentant des femmes et datant de 1839 à 1920. Les visiteurs étaient invités à emmener ces cartes, au verso desquelles figurait une biographie de ces femmes exceptionnelles pour l'époque.

Toutes les initiatives sont basées sur la conviction que l'art exerce une influence positive, non seulement sur les clients et collaborateurs, mais aussi sur les collectivités au sein desquelles la banque est active

Une ambition commune

En 2018, à l'occasion du 100e anniversaire de l'instauration du droit de vote pour les femmes au Royaume-Uni, l'artiste Tracey Emin a lancé un projet hors du commun dans les deux lounges Deutsche Bank Wealth Management. Un projet destiné à étudier la vision et les droits des femmes. Elle a demandé à 520 artistes féminines faisant partie de la Deutsche Bank Collection de mettre en vente 4 œuvres de la taille d'une carte postale. Le produit de la vente de ces œuvres – plus de 150.000 £ - a été partagé entre quatre associations œuvrant au bien-être des femmes au Royaume-Uni.

Quant aux présentations telles que l'exposition et la session live de Ruby Onyinyechi Amanze – deux femmes dessinent d'une main, tandis qu'elles sont liées l'une à l'autre par l'autre main – à New York en 2019 et les installations de réalité virtuelle sur le changement climatique de Shezad Dawood à Londres en 2022, elles ont illustré la relation entre la nature, la technologie et l'identité.

En 2020, Deutsche Bank s'est associée à Frieze, à la Ghetto Film School et à FIFTH SEASON (ex-Endeavor Content) pour lancer le Deutsche Bank Frieze Los Angeles Film Award, contribuant à l'émergence de nouveaux réalisateurs de talent à Los Angeles et à la conception de nouveaux modes narratifs.

En 2022, c'est au Royaume-Uni qu'a été créé le Frieze x Deutsche Bank Emerging Curators Fellowship. Ce programme a pour ambition de fournir aux futur(e)s curateurs/trices un background ethniquement diversifié, pour mieux appréhender le monde de l'art. À l'occasion du 20e anniversaire

→ *Viviane Sassen, Venus and Mercury, Frieze London, 2019. Photo © Serena Bolton*

du partenariat entre Deutsche Bank et Frieze, les expositions dans nos lounges londoniens ont été consacrées aux œuvres de Yinka Shonibare, qui met en lumière les conséquences du colonialisme dans un contexte de globalisation des relations entre l'Afrique et l'Europe.

Notre engagement pour l'art et la culture

Deutsche Bank est le Global Lead Partner officiel des salons d'art Frieze. Cette année, les deux partenaires célèbrent le 20e anniversaire de leur collaboration. Deutsche Bank soutient l'art contemporain et les artistes depuis plus de 40 ans à travers la Deutsche Bank Collection. Figurant parmi l'une des plus grandes collections d'art au monde, la collection est présente dans ses bureaux, dans des expositions internationales et au PalaisPopulaire, son centre culturel ultramoderne au coeur de Berlin. La banque, référence dans le monde entier en matière de projets artistiques pour les entreprises, dirige également le programme Artist of the Year.

Ces multiples initiatives de Deutsche Bank plongent leurs racines dans une conviction profonde : l'art exerce une influence positive, non seulement sur ses clients et collaborateurs, mais aussi sur les collectivités au sein desquelles la banque déploie ses activités. Des collaborations telles que le Deutsche Bank Frieze Los Angeles Film Award (États-Unis), The Art of Conversation (Italie, Belgique, Singapour et Mexique), le Frieze x Deutsche Bank Emerging Curators Fellowship (Royaume-Uni) et la plateforme digitale Art:LIVE ont contribué à rendre l'art contemporain plus accessible au public du monde entier. —

Vous souhaitez obtenir plus d'infos sur les initiatives Art & Culture de Deutsche Bank ?

—

Consultez deutschebank.be/fr/art-deutsche-bank.html

Comment effectuer une donation immobilière aux enfants ?

Contrairement au cash ou aux investissements financiers – qui sont relativement simples à transmettre – la donation d'un bien immobilier est souvent beaucoup plus complexe. Comment procéder ?

Marc et Marie, 62 et 60 ans, ont deux filles majeures : Catherine et Sandra. Ils sont mariés depuis 35 ans sous le régime de la séparation de biens. Tout au long de leur mariage, ils ont constitué grâce à leurs revenus professionnels un appréciable patrimoine immobilier composé d'un hôtel de maître à Spa (1.000.000 euros) et d'une villa à Knokke (3.000.000 euros). Ces deux biens sont détenus en indivision par les conjoints, chacun pour moitié. Lorsque Marc et Marie ne séjournent pas dans leur villa à la côte, ils la louent.

L'hôtel de maître à Spa accuse le poids des ans, mais Marc et Marie ne souhaitent pas investir de l'énergie et de l'argent dans sa rénovation. Ils préfèrent le vendre et, avec le produit de la vente, acheter un appartement de rapport à Liège. Dans le même temps, ils comptent s'installer définitivement à Knokke. En ce qui concerne cette villa, Marc et Marie craignent que les enfants ne doivent payer des droits de succession élevés à leur décès. Ils envisagent donc d'en faire une donation à Catherine et Sandra.

Donation de la villa, à quoi doivent-ils être attentifs ?

En réalisant une donation, le couple transférera irrévocablement une partie de son patrimoine immobilier aux enfants. C'est le principal désavantage d'une donation : contrairement à un testament qui peut en principe toujours être modifié au cours de la vie de son auteur, le parent donateur ne peut plus, sauf dans des cas exceptionnels, revenir sur une donation faite aux enfants.

Marc et Marie souhaitent également pouvoir occuper la villa après la donation. Il est donc préférable qu'ils assortissent cette donation d'une réserve d'usufruit. Les enfants deviennent ainsi 'seulement' nus-propriétaires et doivent accepter que leurs parents occupent la villa, ou la louent et en perçoivent les revenus locatifs. Bon à savoir: les usufruitiers et les nus-propriétaires ne peuvent vendre le bien que d'un commun accord.

En outre, Marc et Marie souhaitent que le conjoint survivant continue à bénéficier de l'usufruit de toute la villa. Autrement dit, ce n'est qu'au décès du dernier survivant des époux Marc et Marie que les enfants obtiendront la pleine propriété des biens donnés. Jusqu'à présent, les administrations fiscales des différentes régions du pays ont accepté que cette charge puisse être exécutée sans droits de succession ou de donation.

À noter qu'à défaut d'une telle clause, la loi prévoit deux mécanismes permettant au survivant des conjoints donateurs de bénéficier de l'usufruit d'un bien donné par le défunt au décès de celui-ci. Il s'agit de l'accroissement légal en usufruit et de l'usufruit successif. En règle générale, ces deux dispositifs offrent une protection moindre au conjoint survivant.

Sans cette donation, Marc et Marie craignent que leurs enfants – et éventuellement le conjoint survivant – soient redevables à leur décès de droits de succession élevés. En fonction de la Région compétente, le tarif le plus élevé s'élève à 27 % (en Flandre) ou 30 % (en Wallonie et à Bruxelles-Capitale). En réalisant une donation immobilière, Marc et Marie peuvent donc alléger substantiellement la facture fiscale de leurs enfants. Ils doivent toutefois tenir compte d'un certain nombre de points.

La donation d'un bien immobilier situé en Belgique doit en principe se faire par l'intermédiaire d'un notaire belge. Ce notaire retiendra les droits de donation dus. Pour connaître la réglementation applicable à une donation, il convient de déterminer la région dans laquelle le donateur a son domicile fiscal au moment de la donation. Si le donateur a vécu dans différentes régions pendant les cinq années précédant la donation, son domicile fiscal sera fixé dans la région où il a eu son domicile fiscal le plus longtemps durant cette période. Chaque enfant est redevable de l'impôt ou des droits de donation sur la valeur de la fraction du bien immobilier qu'il reçoit de chacun des parents. Pour ce calcul, il est en outre tenu compte de la valeur de la pleine propriété du bien immeuble (ou de la fraction du bien immeuble) donné, même si seule la nue-propriété est donnée.

Quels sont les tarifs applicables à la donation de la villa ?

La donation d'un bien immobilier en Belgique est soumise à des droits de donation progressifs. Marc et Marie choisissent de faire don de la villa en une fois ? Les droits de donation se montent à 522.000 EUR, à majorer des honoraires du notaire et des frais d'acte.

Il est toutefois possible de réduire

ce montant en réalisant la donation de manière fractionnée. Concrètement, le couple peut choisir de donner une partie de la villa tous les 3 ans et 1 jour. Cette possibilité est offerte par les 3 régions. S'ils font donation d'un cinquième de la villa à cette fréquence, l'intégralité de la propriété du bien sera transmise en 15 ans (et quelques jours), en acquittant des droits de donation de 90.000 euros (3%), à majorer des honoraires et frais d'acte pour chacune des tranches (dans l'hypothèse où la valeur de la villa n'évolue pas avec le temps).

Cela signifie-t-il que la donation immobilière de Marc et Marie ne peut plus être soumise aux droits de succession ? Pas nécessairement. Outre la règle de la réserve de progressivité applicable aux droits de donation, la Wallonie et la Flandre appliquent également une réserve de progressivité dans les droits de succession. Pour le calcul de ces droits, le fisc tient en principe aussi compte des donations immobilières belges effectuées par le défunt dans les 3 années qui précèdent son décès. Les biens concernés sont ajoutés à la succession, non pas pour être imposés aux droits de succession, mais pour déterminer les taux applicables aux autres biens. La succession atteint par conséquent des tranches de taxation supérieures et le montant de droits de succession dû est globalement plus élevé.

Notons enfin qu'aucune réserve de progressivité ne s'applique actuellement à la donation de biens immobiliers situés à l'étranger.

Comment Marc et Marie peuvent-ils optimiser l'achat de leur nouvel appartement ?

Marc et Marie envisagent d'acheter un nouvel appartement en indivision à Liège, dans le but de le louer et d'en percevoir les revenus locatifs. Ils peuvent réaliser cet achat de différentes manières.

Supposons que Marc et Marie achètent l'appartement en pleine propriété. Dans ce cas, ils sont tous les deux pleins propriétaires, chacun pour une moitié indivise. Lors de l'achat, les droits d'enregistrement sont dus (en principe 12 % en Flandre et 12,5 % en

Les droits de donation applicables aux donations immobilières en ligne directe sont les mêmes dans les 3 régions du pays:

Tranche	Tarif en ligne directe et entre conjoints
0.01 - 150.000 euros	3%
150.000,01 - 250.000 euros	9%
250.000,01 - 450.000 euros	18%
Plus de 450.000 euros	27%

Wallonie et à Bruxelles-Capitale). En tant que pleins propriétaires du bien, ils peuvent notamment l'occuper, le louer ou même le vendre. Ils supportent tous les frais (p. ex. l'assurance incendie, l'entretien, les réparations) et tous les impôts liés au bien. À leur décès, cet appartement fera partie de leur succession et sera en principe soumis aux taux progressifs des droits de succession.

Marc et Marie peuvent également opter pour l'achat scindé de l'appartement. Ils achètent alors uniquement l'usufruit du bien immeuble et les enfants en acquièrent la nue-propriété. En tant qu'usufruitiers, Marc et Marie ont droit à la jouissance du bien à vie, soit en l'occupant, soit en bénéficiant des revenus locatifs. Ils sont notamment redevables du précompte immobilier et sont responsables de l'entretien de ce bien. Quant aux enfants, ils supportent le coût des gros travaux de réparation, sauf exception. La pleine propriété de l'appartement ne peut être vendue que de commun accord entre Marc, Marie et leurs enfants.

Afin que le conjoint survivant continue à bénéficier de l'usufruit sur la totalité de l'appartement, il est possible de prévoir dans l'acte d'acquisition que l'usufruit du défunt reviendra au conjoint survivant. Autrement dit, ce n'est qu'au décès du parent survivant que les enfants obtiendront la pleine propriété du bien donné. L'objectif final de la planification est de voir l'usufruit de l'appartement s'éteindre au décès du second parent. Les enfants acquièrent à ce moment la pleine propriété de l'appartement. Cela peut se faire sans droits de succession ou de donation si certaines conditions sont remplies. À cet égard, il est important de connaître l'origine des avoirs avec lesquels les enfants acquièrent la nue-propriété de l'appartement : soit avec leurs fonds propres (hypothèse n°1), soit avec des fonds que Marc et Marie leur ont préalablement donnés (hypothèse n°2).

Hypothèse n°1

Les enfants acquièrent la nue-propriété de l'appartement avec leurs fonds propres. En cas de décès de Marc ou Marie, il convient de tenir compte d'une présomption légale selon laquelle la partie de l'appartement dont le défunt avait l'usufruit se trouve encore en pleine propriété dans sa succession et doit être considérée comme un legs testamentaire fait aux enfants nus-propriétaires. Par conséquent, les enfants sont en principe redevables de droits de succession calculés sur la valeur de la pleine propriété de la partie concernée de l'appartement au moment du décès. Cette présomption s'applique quelle que soit la date de l'acquisition, donc même si celle-ci a eu lieu plus de 3 ans avant le décès. Par l'instauration de cette présomption, le législateur a voulu mettre fin à la pratique qui consistait, pour des parents désireux d'acheter un bien immobilier, à éviter de payer des droits de succession sur ce bien en transmettant de façon déguisée et anticipée de l'argent à leurs enfants, avec lequel ces derniers achetaient ensuite la nue-propriété du bien immobilier. Les enfants peuvent réfuter cette présomption en prouvant à l'administration fiscale qu'il n'y avait pas de libéralité déguisée dans leur chef. Les enfants doivent dans ce cas prouver que :

- ils disposaient de fonds propres avant l'acte d'acquisition ;
- ce sont ces fonds propres qu'ils ont utilisés pour cette acquisition ;
- ils ont payé le juste prix pour la nue-propriété. La valeur de la nue-propriété est déterminée au moyen de tables de mortalité.

Si cette preuve est apportée, les enfants acquièrent la pleine propriété de l'appartement au décès de leurs parents et ce, sans droits de succession.

Hypothèse n°2

Les enfants n'ont pas suffisamment de fonds propres pour financer la nue-propriété. Dans ce cas, Marc et Marie peuvent au préalable leur faire donation des fonds nécessaires. En cas de décès de Marc ou Marie, la présomption légale susmentionnée selon laquelle la partie de l'appartement dont le défunt détenait l'usufruit se trouve toujours en pleine propriété dans sa succession est également d'application.

Afin d'éviter l'application des droits de succession, les enfants devront donc démontrer qu'aucune libéralité déguisée n'a eu lieu à leur bénéfice. La donation préalable des fonds faite par Marc et Marie aux enfants peut-elle être considérée comme une libéralité déguisée ? La réponse à cette question dépend de la réglementation régionale applicable au moment du décès de Marc ou Marie. Pour savoir quelle réglementation est d'application, il convient de vérifier dans quelle région le défunt avait son dernier domicile fiscal (voir ci-dessus).

Le scénario qui suit est fondé sur les hypothèses suivantes :

- Marc et Marie donnent à leurs enfants la totalité des fonds nécessaires au paiement de leur part du prix d'acquisition,
- Le compromis de vente prévoit le paiement d'un acompte.

→ À Bruxelles-Capitale et en Wallonie

Selon la position actuelle de l'administration fiscale fédérale (compétente pour ces deux régions), plus aucun droit de succession n'est dû au décès des parents usufruitiers sur le bien immeuble, lorsque les enfants nus-propriétaires prouvent :

1. qu'ils étaient propriétaires des fonds résultant de la donation réalisée préalablement à l'acquisition du bien immobilier ; ET
2. qu'ils ont effectivement affecté ces fonds au paiement de leur part dans le prix d'acquisition.

Ce principe s'applique quelle que soit la forme de la donation préalable, notariée ou sous seing privé, enregistrée ou non. Un don bancaire non enregistré est donc suffisant. L'enregistrement et le paiement des droits de donation (de 3 % à 5,5 % selon le cas) qui en découlent ne constituent donc plus une condition supplémentaire.

L'administration fiscale fédérale considère que la donation doit en principe intervenir avant le paiement total ou partiel du prix d'acquisition du bien. Si, comme c'est souvent le cas, le compromis de vente prévoit le paiement d'un acompte (ou d'une garantie) par l'acquéreur, la donation doit être réalisée dans son intégralité avant la signature du compromis de vente. Attention, le fait que seul l'usufruitier paie l'acompte importe peu.

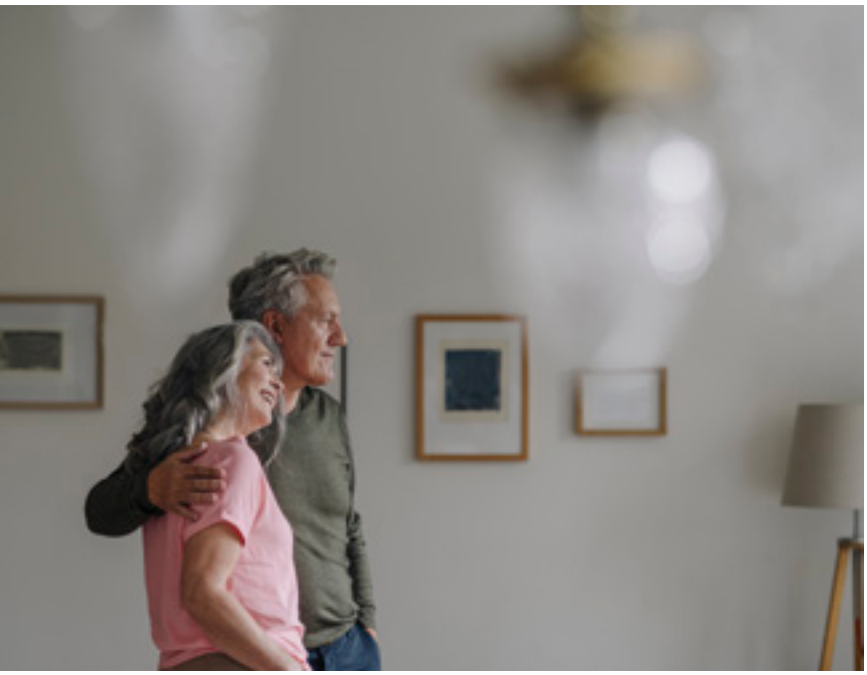
→ En Flandre

Conformément à la position actuelle de VLABEL (l'administration fiscale flamande), une donation faite aux enfants avant l'acquisition du bien, que celle-ci soit notariée ou sous seing privé, permet de prouver qu'ils étaient propriétaires des fonds et que l'opération ne constitue pas une libéralité déguisée, à condition d'avoir affecté ces fonds au paiement de leur part dans le prix d'acquisition.

Quant au moment où la donation doit avoir lieu, la Flandre se distingue des deux autres régions en acceptant qu'elle intervienne au plus tard avant la signature de l'acte authentique d'acquisition du bien (et non en l'exigeant avant la signature du compromis de vente, comme à Bruxelles et en Wallonie).

Bien que le texte de sa décision ne soit pas totalement clair, VLABEL semble partir du principe que le paiement d'une avance prévue dans le compromis de vente n'a pas pour conséquence que la date de ce compromis devient la date de référence avant laquelle la donation doit avoir lieu. VLABEL ne fait aucune distinction quant à la partie à charge de laquelle est stipulé le paiement de cet acompte ni quant à la partie qui le paie effectivement.

Dans certaines situations, les notaires ou les conseillers continuent à privilégier une approche plus prudente en prévoyant que les enfants paient effectivement leur part de l'acompte prévu dans le compromis de vente avec des fonds qui leur auraient été donnés au préalable, par exemple lorsque le compromis prévoit le paiement d'un acompte par toutes les parties acquéreuses (usufruitiers et nus-propriétaires). Dans ce cas, une donation a lieu avant le paiement de cet acompte.



Conclusion

Les donations constituent toujours l'instrument par excellence pour transférer la propriété de biens immobiliers appartenant aux parents. Des donations successives par tranche peuvent contribuer à limiter les droits de donation. Il convient toutefois de tenir compte des différentes règles de réserve de progressivité. La règle d'or consiste donc à ne pas trop attendre pour entamer les donations immobilières. Si l'on envisage l'acquisition d'un nouveau bien immobilier, on peut opter d'emblée pour un achat scindé. L'achat scindé doit toutefois être effectué dans les règles de l'art, faute de quoi les enfants pourraient être confrontés à des discussions difficiles avec l'administration fiscale après le décès du/des parents. Pour éviter de telles difficultés, faites-vous conseiller par votre notaire ou un spécialiste en planification patrimoniale. —

Vieux, toujours en course ?

Le vieillissement de la population nous confronte à de redoutables défis. Ces défis amorceront-ils aussi un tournant économique, qui va au-delà du classique 'moins de biberons, plus de lunettes de lecture' ?

En mai 2023, le pape François a formulé une observation que n'aurait pas reniée un économiste. Il a avancé que le recul de la natalité en Italie pourrait engendrer un 'hiver démographique' dans la péninsule. Au cours de l'année précédente (2022), la population de la botte de l'Europe s'était à nouveau contractée. "En douze mois, l'Italie a perdu l'équivalent de la population de Bari", a souligné le souverain pontife. "Soit 300.000 personnes. Le recul de la natalité menace l'avenir de l'économie italienne[1]." Son message aux Italiens était clair : faites davantage d'enfants, quitte à adopter moins d'animaux de compagnie...

50 nuances de gris

L'Italie n'est pas le seul pays confronté à un problème de natalité. Dans tous les pays européens, le taux de fécondité – le nombre moyen d'enfants qu'une femme met au monde au cours de sa vie – est passé sous la barre de 2,1. Or, ce 2.1 est le niveau minimum pour garantir la stabilité démographique sans immigration[2]. L'Europe vieillit, et ce n'est pas un scoop. Au demeurant, la baisse du taux de fécondité n'est pas l'apanage des 'riches nations occidentales'. Le problème se pose également dans plusieurs pays émergents : Chine (1,2), Thaïlande (1,3), Russie (1,5), Brésil (1,6), Mexique (1,8), Turquie (1,8), Vietnam (1,9)...[3].

> Si certains pays se constituent un appréciable dividende démographique, le tableau est beaucoup moins rose pour d'autres. Avec de réelles implications économiques à la clé.

La qualité remplace la quantité

Les démographes annoncent depuis les années 60 qu'un ralentissement de la natalité est inévitable. Dans le monde entier, la prospérité générale augmente, les pays deviennent plus riches, un meilleur enseignement produit de meilleurs jobs, l'urbanisation progresse, l'accessibilité aux contraceptifs augmente, les femmes ont davantage accès à de meilleurs métiers, etc. En d'autres termes, les ménages recherchent moins la quantité, au bénéfice de la qualité. De très nombreux pays ont déjà effectué cette transition démographique fondamentale : une nation pauvre et à haute natalité se transforme en pays riche à faible natalité.

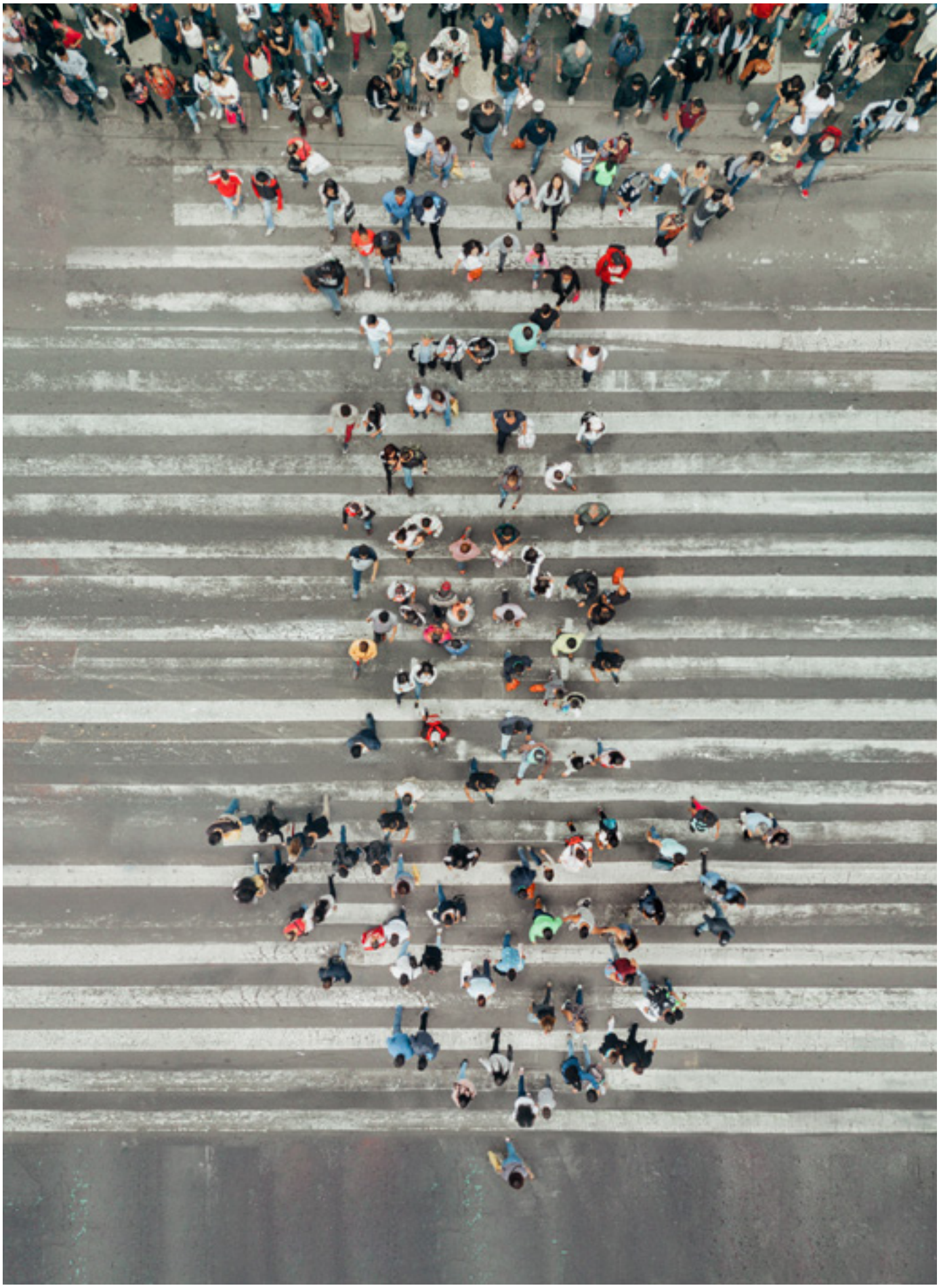
Personne – ni le Pape ni le monde politique – ne semble pouvoir inverser cette tendance. Même le Danemark, un pays dans lequel l'équilibre privé-professionnel est un des meilleurs au monde, se caractérise par un taux de fécondité proche de celui de la Belgique (1,7 vs 1,6). Et ce malgré les 18 semaines de congé de maternité accordé aux femmes, aux 14 semaines offertes aux papas et aux 32 semaines à répartir entre les deux parents.

Job cherche h/f

Le vieillissement de la population n'est cependant pas un problème universel. Au cours des dix prochaines années, la planète accueillera même 2 milliards d'êtres humains en plus, plus de la moitié de cet accroissement étant à mettre à l'actif de l'Afrique[4]. Tandis que certains pays se constituent bel et bien un appréciable dividende démographique – nous pensons par exemple à l'Inde et au Nigéria – la question démographique est beaucoup moins rose pour d'autres[5]. Avec des implications économiques à la clé. Pourquoi ? Essentiellement parce que le recul de la natalité réduit la population active.

Des chiffres ? Dans les pays à hauts revenus, en 2000, 60% de la population se situait dans la tranche d'âge potentiellement active (20-64 ans). En 2060, cette proportion ne sera plus que de 52%, et elle continuera à régresser par la suite[6]. Dans ces pays, le groupe des actifs qui génèrent des revenus pour l'État via leurs impôts (pour financer les soins de santé, les pensions, l'enseignement, etc.) se réduit à peau de chagrin, tandis que la catégorie des 65+ croît et embellit. Parmi les membres du G20, 14 pays (représentant 70% du PIB mondial) sont confrontés à cette problématique[7].

→



→ **Longue vie à nous !**
Mais ce n'est pas tout. Le groupe des 65+ ne se contente pas de prendre de l'ampleur, sa moyenne d'âge augmente grâce à l'allongement de l'espérance de vie. Si vous aviez vu le jour en Europe en 1900, vous auriez eu une espérance de vie à la naissance de moins de 43 ans. Aujourd'hui, elle est supérieure à 77 ans[8]. C'est surtout en Afrique que cette espérance de vie a récemment progressé de manière spectaculaire : de moins de 27 ans en 1925 à 62 ans aujourd'hui[8]. Les humains vivent donc beaucoup plus vieux qu'avant, tant dans les pays industrialisés que dans les nations en développement. Une évolution à mettre à l'actif d'une augmentation de la prospérité et d'une progression des soins de santé.

Dilemmes démographiques
Le vieillissement s'accompagne de multiples défis, tels qu'une pression accrue sur les systèmes de pension, sur la dette publique et sur les soins de santé. Il est aussi de nature à impacter la croissance économique, et donc la prospérité d'une nation, car une moindre proportion de la population est active sur le marché du travail. Comme moins de travailleurs sont disponibles, leur position dans les négociations salariales s'en trouve renforcée, avec à la clé des salaires à la hausse et une potentielle pression inflatoire systématique. Dernier élément, tout le monde n'est pas prêt financièrement à vivre vieux. Dans de nombreux pays, les pouvoirs publics n'accordent pas – ou peu – de pension de vieillesse à leurs retraités qui, pour survivre, doivent recourir à leur famille et/ou à leur épargne. En conséquence, l'éducation et la planification financières sont essentielles, non seulement pour les individus, mais aussi pour la société dans son ensemble.

Oui, il y a aussi de bonnes nouvelles
Le tableau n'est pas sombre sur toute la ligne. Primo, les gens vivent plus vieux et en meilleure santé. Ainsi, si vous aviez 75 ans en 1960, sans doute passiez-vous vos journées dans votre fauteuil. Aujourd'hui, vous pédalez allègrement, vous prenez l'avion pour passer l'hiver au chaud ou vous faites régulièrement du shopping avec votre conjoint. Ce dynamisme est excellent pour les dépenses de consommation, et donc pour la croissance économique. Secundo, une contraction de la population active n'entraîne pas nécessairement un recul de la productivité. Aux États-Unis, par exemple, cette productivité a continué à progresser malgré une érosion de la croissance démographique (en Europe, cette augmentation de la productivité est plutôt modeste)[7]. Et bien qu'il soit sans doute trop tôt pour évaluer fiablement l'impact de l'intelligence artificielle, cette technologie dispose incontestablement du potentiel voulu pour booster la productivité, parallèlement à d'autres évolutions technologiques, telles que l'automatisation ou la robotique. Enfin, les pays disposant d'un excédent démographique peuvent combler les carences d'autres nations. Dans les pays en développement, les enfants vont de plus en plus longtemps à l'école. Cette nouvelle levée de main-d'œuvre qualifiée pourrait remédier aux déficits démographiques des économies vieillissantes. —

Tant dans les pays industrialisés qu'émergents, les gens n'ont jamais vécu aussi vieux.

Le vieillissement, ennemi des actions ?

Les cassandres prédisent souvent un recul des investissements en actions en raison du vieillissement de la population. Si l'on en croit leurs théories, les baby-boomers réduiront la voilure de leurs actifs à risques (tels que les actions) au bénéfice d'actifs plus défensifs (comme les obligations), afin de protéger leur capital. Cette thèse est fausse – ou du moins pas suffisamment nuancée – et ce pour plusieurs raisons.

Lorsque l'on vieillit, un réflexe naturel consiste à rendre son portefeuille plus défensif. Cette décision fait sens, car votre horizon de placement se réduit à mesure que vous prenez de l'âge, tandis que votre besoin de stabilité et de sécurité grandit. Généralement, ce changement de stratégie se traduit par une désaffection des actions au profit d'obligations ou d'autres actifs à taux fixe. Le raisonnement est logique : les actions sont perçues comme plus volatiles et plus risquées, et il leur faut davantage de temps pour récupérer d'un creux, tandis que les obligations sont considérées comme plus sûres, certainement à court terme. Mais que se passerait-il si des millions d'investisseurs grisonnants appuyaient simultanément sur le bouton 'Vendre' ? Ce désinvestissement massif provoquerait-il une crise sur le marché des actions ?

Plus. Pas moins.

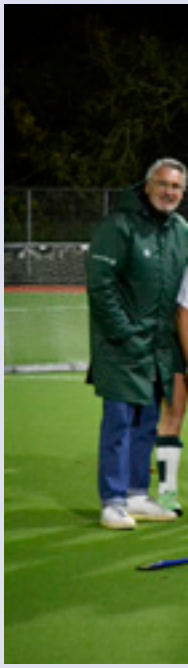
Pas du tout. Eu égard à l'accroissement de la durée de vie, il est probable que cette bascule se produira moins rapidement et brusquement que redouté. Les investisseurs qui vivent plus longtemps et en meilleure santé pourraient en effet décider de rester investis en actions plus longtemps. Quand on vit vieux, on parvient en effet à mieux lisser la volatilité[9] des marchés. Les chiffres en attestent. Aux États-Unis, en 1990, la catégorie des investisseurs âgés de 55 et plus représentait 58,9% de l'ensemble des personnes investies en actions et en fonds d'investissement. Aujourd'hui, ce pourcentage est de 74,5%. Ces chiffres prouvent qu'une plus grande proportion des investisseurs américains en actions appartient aujourd'hui à la vieille génération. En réalité, c'est donc plutôt l'inverse qui se produit : les seniors investissent aujourd'hui de manière plus dynamique, et non plus défensive. Parmi les explications possibles, citons le fait que leurs investissements ne servent pas à assurer leur subsistance. Et qu'ils souhaitent faire don de leurs actions ou les léguer en héritage (dans cette optique, les actions sont plus intéressantes que les obligations, vu leur potentiel de rendement supérieur).

Une nouvelle vague d'investisseurs

En règle générale, l'on consacre une grande partie de ses avoirs au logement pendant les années où l'on travaille et/ou où l'on a des enfants. Ce n'est qu'avec l'âge que le centre de gravité se déplace vers les actifs financiers. En vertu de ce principe, une population vieillissante peut également continuer à soutenir le marché des actions. La demande en actions peut en outre être alimentée par les plus jeunes générations ou nouveaux investisseurs, grâce notamment à la démocratisation des marchés financiers. Rien qu'en Inde, le nombre d'investisseurs a doublé ces deux dernières années, pour atteindre 108 millions de personnes[10]. Comme, dans de nombreux pays, les gens doivent assurer eux-mêmes leur pension, le pouvoir d'attraction des actions s'en trouve renforcé. Il est en effet nécessaire de prendre davantage de risques pour espérer un rendement potentiel supérieur. À mesure que les gens vivent plus vieux, ils souhaiteront bénéficier pendant plus longtemps de ce rendement supérieur, c'est-à-dire jusqu'à leur pension.

Enfin, les changements démographiques en eux-mêmes favorisent les investissements en actions. Le vieillissement de la population est en effet créateur d'opportunités d'investissement. Pensons par exemple aux soins de santé, aux loisirs, à la technologie, à l'automatisation et bien sûr aux infrastructures. L'accroissement et le vieillissement de la population mondiale auront aussi pour effet de renforcer la demande en matières premières. À l'heure où nous naviguons sur les fluctuations démographiques, il est évident que le vieillissement ne marque pas la fin d'un chapitre, mais plutôt le début d'une nouvelle page pour les marchés. Une page au cours de laquelle les actions continueront à jouer un rôle majeur dans l'avenir financier des jeunes et des moins jeunes.

[1] Source : apnews.com/article/italy-vatican-pope-demographics-children-72644b8c2436ad2682e074ac194a068f [2] Source : data.oecd.org/pop/fertility-rates.htm [3] Source : data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN?most_recent_value_desc=false [4] Source : un.org/en/global-issues/population [5] Source : un.org/en/development/desa/population/events/pdf/other/21/21June_FINAL%20PRESS%20RELEASE_WPP17.pdf [6] Source : population.un.org/wpp/Graphs/Probabilistic/PopPerc/20-64/901 [7] Source : Deutsche Bank Research | Demographics: The market impact to 2030 (publication interne) [8] Source : ourworldindata.org/life-expectancy [9] La variabilité du cours d'une action, d'un produit financier ou des marchés financiers en général. [10] Source : public.deutschebank.be/f2w/media-pdf/cio-special-india-why-it-will-be-a-usd-7-trillion-economy-by-2030.pdf



Flying Higher Together Challenge

Les équipes jeunes du Watducks se donnent à fond !

Tout récemment, le club de hockey du Watducks à Waterloo et Deutsche Bank (nous sommes le partenaire principal de ce club depuis plus de 7 années maintenant) ont mis sur pied une initiative pleine de valeurs et de sens. Cette dernière se présente sous forme d'un challenge visant à promouvoir, tout au long de la saison sportive 2023/2024, la progression de la performance, les valeurs d'inclusion, l'égalité filles-garçons, mais aussi le respect et le fair-play sur le terrain et en dehors. Sans oublier l'implication et l'attitude des parents accompagnateurs ! Ce challenge s'adresse aux équipes jeunes 'Loisirs' du Watducks, des équipes qui bénéficient certes d'un encadrement régulier mais pas de manière aussi assidue et structurée que les équipes de jeunes 'Elite'. Au travers de cette initiative, la volonté est également de mettre en lumière les équipes qui jouent un peu plus dans l'ombre. Il faut savoir que le Watducks possède la 1ère école de jeunes de hockey du pays et que tout est mis en œuvre pour faire en sorte que tous les jeunes (pas seulement les élites) puissent rejoindre les meilleures équipes et jouer dans les meilleures conditions.

À noter aussi, la participation sympathique de William Ghislain et Lucie Breyne, tous deux joueur et joueuse des équipes de division d'Honneur du Watducks mais aussi respectivement Red Lion et Red Panther, en tant que parrain et marraine du challenge ! Une belle preuve de l'implication et de la motivation pour cette initiative au sein même du club. Un comité, composé des responsables des équipes des jeunes, est chargé de l'évaluation et des nominations des équipes candidates à la victoire. Car c'est bien une équipe et son entourage et non pas des individualités qui sont récompensées au travers de cette action ! Le challenge se joue sur toute la saison 2023/2024 et sans rentrer dans les détails, les équipes sont récompensées à 3 moments clé de la saison : fin novembre, début mars et fin mai. Pour la première remise des prix (un t-shirt exclusif), ce sont deux équipes de U12 qui ont gagné. Bravo à elles et nous sommes certains que cela donnera envie à toutes les autres de se donner à fond pour progresser tout en s'amusant !

> Au travers de cette initiative, la volonté est aussi de mettre en lumière les équipes qui jouent un peu plus dans l'ombre !

↓ *L'équipe victorieuse des U12-Girls.*

© Laurent Faucon

© Laurent Faucon

→ *Lucie Breyne & William Ghislain, marraine et parrain du FHTC.*

↓ *Les U12- Boys , lauréats de la filière garçons.*

FLYING HIGHER TOGETHER CHALLENGE
BY WATDUCKS & DEUTSCHE BANK

Depuis quelques années, les fraudes à l'investissement sont de plus en plus fréquentes. Dans cette forme d'escroquerie, les investisseurs se voient promettre des rendements exceptionnellement élevés, mais ne revoient jamais leur argent. 5 conseils pour éviter la fraude aux investissements.

Fraude à l'investissement : ne vous laissez pas piéger

1 Vérifiez l'identité du fournisseur
Les fraudeurs rivalisent de créativité pour gagner votre confiance et vous mener en bateau. Ils s'adressent à vous par e-mail, mais aussi par téléphone ou petites annonces. Lorsqu'une personne ou entreprise vous propose des produits ou services financiers, assurez-vous qu'elle dispose des autorisations nécessaires. Vous trouverez la liste des entreprises agréées sur *www.fsma.be/fr/verifiez-votre-fournisseur*.

2 Méfiez-vous des entreprises clonées
Même lorsque vous pensez connaître le prestataire, vérifiez soigneusement ses données de contact. Nombre d'escrocs usurpent l'identité d'une société connue ou d'un prestataire agréé.

3 Ne versez pas d'argent sur un compte à l'étranger
Ne réagissez jamais à chaud à une offre. Prenez le temps de chercher des informations sur le prestataire. Vérifiez attentivement l'adresse e-mail et l'URL du site internet. Lorsqu'une adresse est située à l'étranger – et encore davantage en dehors de l'Union européenne – il sera très difficile de contacter le prestataire en cas de problème.

4 Soyez critique
Cherchez à savoir ce qu'implique l'offre en question et à quelle fin votre argent sera utilisé. Examinez ces informations avec un maximum d'esprit critique. Lorsque l'offre paraît trop belle pour être vraie, il s'agit presque toujours d'une escroquerie. Soyez toujours sur vos gardes lorsque quelqu'un vous propose des investissements complexes.

5 En cas de doute, contactez la FSMA
Pour ce faire, utilisez le formulaire sur *fsma.be/fr/formulaire-de-contact-consommateurs*

D'autres conseils-sécurité ?

Consultez deutschebank.be/fr/online-banking-securite.html.

Utilisez Online Banking en toute sécurité

- **Soyez prudent(e) quand vous cliquez dans un e-mail sur un lien vers l'Online Banking**
  Lorsque vous cliquez sur un lien, assurez-vous que la page cible est sécurisée : l'adresse de cette page doit être précédée de 'https' ('s' comme 'secured'). L'adresse sécurisée de l'Online Banking est https://onlinebanking.deutschebank.be.

- **Soyez attentif/attentive avant de signer**
  Certains logiciels malveillants ont la faculté de modifier les transactions (numéros de compte, montants, codes ISIN, etc.). Faites donc preuve d'une vigilance maximale avant de signer. Cliquez sur 'Plus d'infos' (dans la page de transaction de l'Online Banking) et assurez-vous que les chiffres à introduire dans le digipass sont corrects. Les chiffres correspondent au numéro de compte et/ou au montant.

- **Ne communiquez à personne votre identifiant/code, et ne le notez nulle part**
  Ne communiquez jamais à un tiers votre digipass, nom d'utilisateur, code PIN ou code généré par le digipass. Deutsche Bank ne vous demandera JAMAIS de communiquer ces informations, que ce soit oralement, par courrier postal, par courrier électronique ou via un pop-up. Lorsque quelqu'un vous appelle pour un 'problème technique', ne divulguez jamais ces informations. Vos informations bancaires et vos données d'accès ne vous seront jamais demandées sur un autre site internet, mais exclusivement sur le site sécurisé de l'Online Banking.

Deutsche Bank

À la recherche d'un taux intéressant ?

Découvrez nos comptes à terme.
Ils vous offrent :

- Taux d'intérêt fixe
- Durées au choix
- Rémunérations plus attractives qu'un compte d'épargne.

Deutsche Bank.
La banque de vos investissements.

Consultez les risques, la fiscalité, les frais et toutes les conditions sur deutschebank.be

Deutsche Bank AG, 12, Taunusanlage, 60325 Francfort-sur-le-Main, Allemagne, RC Francfort-sur-le-Main n° HRB 30000. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, 13-15 avenue Marnix, 1000 Bruxelles, Belgique, RPM Bruxelles, TVA BE 0418.371.094, IBAN BE03 6102 0085 7284, IHK D-H0AV-L0HOD-14. E.R. : Olivier Delfosse

Deutsche Bank

Certains voient
une maison de famille.

Nous, nous voyons qu'une
gestion patrimoniale
optimisée permettra
à cette maison de rester
dans la famille.

Certains de nos clients profitent déjà des conseils
avertis de nos experts en gestion de patrimoine.
Pourquoi pas vous ?

Deutsche Bank. La banque de vos investissements.

Deutsche Bank AG, 12, Taunusanlage, 60325 Francfort-sur-le-Main, Allemagne, RC Francfort-sur-le-Main n° HRB 30000. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, 13-15 avenue Marnix, 1000 Bruxelles, Belgique, RPM Bruxelles, TVA BE 0418.371.094, IBAN BE03 6102 0085 7284, IHK D-H0AV-L0HOD-14. E.R. : Olivier Delfosse